Le numéro 0 fr. 30.

N° 24.— Vendredi 15 mai 1936.

La Commune de Paris

Organe Central
du Parti Communiste Internationaliste
(SECTION FRANÇAISE DE LA IVe INTERNATIONALE)
ET TRIBUNE DES GROUPES D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE
"Prolétaires de tous pays, unissez-vous !"

Le Front Populaire triomphe le 3 mai. « La vraie force est patiente, déclare BLUM ».

Alors :

la police assomme les grévistes,
la Justice condamne les révolutionnaires,
les fascistes défilent dans Paris.

Ainsi commence l'expérience...

NOTRE POLITIQUE

En Grèce, l'ordre a été établi à coups de fusil. On avait procédé ainsi il n'y a pas plus d'un m o i s à Cracovie. En France, dans l'interrègne de Sarraut, ceux de Villeurbanne connaissent les coups de matraque.

Le pain, la paix, la liberté ? Pour l'instant, Blum n'a pas répondu aux deux questions que posent tous les exploités :

1° Supprimerez-vous les décrets-lois ?

2° Supprimerez-vous les deux ans ?

Mais il a rassuré la Bourse.

Mais la répression continue : Molinier, de notre parti ; Barthel, communiste algérien, sont condamnés, emprisonnés.

Mais de La Rocque parade rue de Rivoli avec 40.000 hommes armés.

Mais l'état-major convoque encore des réservistes.

Les magistrats, l'état-major, les fascistes se moquent des bulletins de vote qui ne font pas de mal au capitalisme.

⁂

L'exemple des travailleurs d'Espagne montre le chemin. Ils n'ont pas attendu, ils ont ouvert les portes des prisons ; ils commencent à prendre des usines et des terres.

Là est la seule voie. Ne permettez pas à ceux pour qui vous avez voté, à Blum comme à Thorez, de [illegible] mois. Tout de suite, à la porte Sarraut, au pouvoir Blum-Thorez !

Vous n'avez pas confiance en eux, nous dira-t-on ? Evidemment, et nous disons aux travailleurs : n'accordez confiance à personne d'autre qu'à vous ; forcez ceux pour qui vous avez voté à prendre leurs responsabilités, à réaliser leurs promesses, vos revendications :

— Amnistie totale ;
— Abolition des décrets-lois et des lois superscélérates ;
— Dissolution réelle des ligues fascistes et déportation de leurs chefs ;
— Réduction du service militaire;
— Augmentation des salaires et des indemnités aux chômeurs ;
— Diminution de la semaine de travail ;
— Annulation des dettes des paysans, moratoire aux petits commerçants ;
— Suppression des lois d'exception pour les ouvriers immigrés et coloniaux ;
— Nationalisation des banques et des grandes industries ;
— Suppression du Sénat et de la Présidence de la République, embuscades des agents de la bourgeoisie.

Mais ne comptez que sur vous-mêmes. Groupez-vous en conseils par usines, quartiers, casernes, villages, constituez vos milices armées, surveillez vos élus, décidez, agissez vous-mêmes.

AU MUR !

Dimanche 24 mai, les prolétaires manifesteront au Mur des Fédérés.

Pour la première fois, au Mur, on verrait cette infamie : les ouvriers de Paris derrière le drapeau tricolore, le drapeau de Thiers, des Versaillais, des fusilleurs des communards !

Non ! Les travailleurs révolutionnaires ne se feront pas les complices de ce crime.

Le Parti communiste internationaliste appelle les travailleurs à se grouper le dimanche 24 mai autour de son drapeau rouge. Dès maintenant que chacun de nos camarades, de nos lecteurs, de nos amis, soit prêt et alerte autour de lui tous ceux qui ne marchent pas dans l'union sacrée. Nous donnerons dans le prochain numéro toutes indications utiles pour la manifestation.

Le 24 mai, tous au Mur derrière le drapeau rouge du Parti Communiste Internationaliste, contre le drapeau tricolore, contre l'Union sacrée avec les Versaillais !

LA KERENSKYADE COMMENCE...

Pas de radicaux au pouvoir !

A Blum et Thorez de prendre ensemble leurs responsabilités au gouvernement

Le Conseil National du Parti Socialiste qui vient de se tenir dimanche dernier à Paris, aura surtout servi à consacrer en Blum le nouveau chef du Gouvernement de demain, et à donner un cadre approprié à ce chef, à ses collaborateurs et à son programme gouvernemental.

Défilé de Croix de Feu dans Paris, toléré par le Front Populaire

Nous avons assisté à la [illegible] Bourbon sera le théâtre. Le pays voulait que « ça change », il est servi, puisque le programme gouvernemental est en avance de quelques semaines sur la formation du ministère; et que l'enfant est baptisé avant que d'être au monde. Mais là se borne le changement espéré.

Les masses laborieuses voulaient un pouvoir, elles se sont mises en marche vers les urnes, croyant qu'un pouvoir nouveau en sortirait, elles n'obtiennent qu'un gouvernement dont la composition et le programme sont bien différents de ce qu'elles espéraient. Le Conseil National S. F. I. O. vient d'accoucher de cette souris : une coalition réformiste.

Blum, qui avait jusqu'à ce jour observé une certaine réserve et s'effaçait devant son parti, a cru devoir cette fois se mettre en avant et affirmer la nécessité d'un chef. Le Conseil national a acquiescé.

Le chef a sorti son programme. Les premières intentions gouvernementales se manifestent à l'égard des fonctionnaires au loyalisme douteux. Ils sont prévenus et les pro-fascistes de l'administration ont tout juste le temps de se rallier au nouveau gouvernement.

Puis, le « chef » fait appel aux collaborations : C. G. T., U. S., radicaux, communistes. Il affirme sa volonté d'inspirer confiance en restant constitutionnel et n'oublie pas le traditionnel couplet sur la S. D. N. qu'il faut faire revivre.

Ce programme confirme nos premières critiques. Il n'est pas question du pouvoir socialiste-communiste exigé par trois millions et demi d'électeurs, mais d'un informe magma avec les partis bourgeois; aucune mesure concrète pour « faire payer les riches », mais des phrases pour les rassurer et l'esquisse d'un programme de grands travaux pour tranquiliser les pauvres.

Sur la politique coloniale de l'impérialisme français dont Blum va être le chargé d'affaires officiel, sur les crédits militaires et la réduction du temps de service : silence complet.

⁂

L'attitude des « alliés » dans le Front populaire n'est pas moins équivoque.

Si l'Union Socialiste a répondu aux offres de collaboration comme un seul homme, les radicaux se réservent, et certains seraient désireux de jouer un rôle d'arbitre dans la nouvelle Chambre.

La C. G. T., officiellement pressentie, ne participera pas à la coalition gouvernementale, mais la fera accepter par les masses syndicales. Le Parti Communiste ne participera pas, mais soutiendra sans réserves.

De même que la C. G. T. servira mieux le Gouvernement en l'étayant d'un nouveau Conseil National Economique élargi, de même le Parti Communiste affirme sa volonté d'appuyer l'expérience S. F. I. O. en développant un réseau de Comités dans tout le pays et en constituant un « ministère des masses ».

Ainsi pourra-t-il pratiquer sa collaboration des classes tout à son aise, accepter que les riches ne paient pas, que la répression s'abatte sur les révolutionnaires en conservant une apparence révolutionnaire. Le Parti Communiste, présentement, s'apprête à fournir des alibis.

⁂

En dernière analyse, il apparait donc que toutes les forces auxquelles les travailleurs en désarroi faisaient confiance, conjuguent leurs efforts et se divisent le travail... pour tromper à nouveau les exploités et maintenir le régime.

Nous dénonçons, bien entendu, le relancement de pseudo-comités de Front populaire et appelons tous les travailleurs, sans exception, organisés ou inorganisés, à constituer de véritables comités élus par la masse.

Notre mot d'ordre ne change pas : Gouvernement Blum-Thorez sans les radicaux ! et surtout action des masses souveraines.

Notre Parti Communiste Internationaliste, dans les jours qui viennent, doit s'attacher à orienter ce puissant mouvement des masses. Blum-Kerenski est au pouvoir et Staline le soutient : la kerenskyade commence. C'est dans la IVe Internationale que se groupent et se grouperont les bolcheviks pour liquider les Kerenski et le capitalisme.

AMNISTIE

Depuis quinze jours, des millions d'hommes se sont prononcés pour la liberté et des hommes frappés par la répression bourgeoise sont toujours en prison.

A-t-on amnistié les antifascistes de Mondeville? La réaction frappe nos camarades de Metz aussi bien que notre direction. Et les soldats enfermés pour leur action contre les deux ans? Et Barthel?

Des centaines d'ouvriers sont enfermés pour leur action révolutionnaire. Il faut imposer sans tarder leur libération.

Les travailleurs veulent : l'amnistie entière, tout de suite. L'exemple espagnol devra être suivi si l'on tarde à tenir compte de la volonté ouvrière.

La manifestation fasciste du 10 mai

Fête nationale de la nation française, chère à Thorez comme à Marin. Après l'intermède constitué par l'hommage rendu à la Pucelle par Sarraut du Sphynx, ce fut le défilé des bandes réactionnaires fascistes.

Les Croix de Feu et Volontaires Nationaux ont montré une force dont il est nécessaire de souligner le danger aux travailleurs.

Il n'y a pas scandale du gouvernement Sarraut, il y a crime des partis socialiste et communiste. L'Huma-[illegible] tion; dans le Populaire, le sieur Herrmann, champion journalistique de la lutte antifasciste et punaise devant les magistrats bourgeois, avait « informé » les travailleurs qu'il y aurait un défilé d'enfants, recrutés pour compenser les départs chez les Croix de Feu.

⁂

Ils étaient arrogants parce que les travailleurs n'étaient pas là.

Ceux d'entre nous qui étaient là serraient les poings, la rage au cœur. Il suffirait de disposer du quart de l'influence des partis communiste et socialiste pour disposer du nombre de travailleurs nécessaires afin qu'une manifestation de cet ordre ne puisse avoir lieu.

« Pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la... gueule », c'est une formule bien oubliée au P. C.

Et se souviennent-ils aussi de leur mot... d'ordre : « Le même jour, à la même heure, au même lieu » ?

Marceau Pivert et Jules Moch, le même jour et à la même heure, prenaient le pouvoir... à l'Hôtel Moderne.

⁂

Le danger fasciste s'est manifesté une fois de plus, en même temps que la carence des deux vieux partis. Pour les travailleurs, une seule manière de tenir tête, un seul mot d'ordre, celui du Parti communiste internationaliste : milices ouvrières, armement du prolétariat.

JUSTICE DE CLASSE

Libérons Raymond Molinier !

Un guet-apens politique contre le Parti Communiste Internationaliste

Notre camarade Molinier comparaissait devant la 17e Chambre pour y répondre d'un pseudo-délit que le tribunal lui-même ne retient pas. Mais c'est un militant qu'il faut chercher à abattre ; c'est le Parti Communiste Internationaliste qu'il faut chercher à frapper en la personne d'un de ses militants les plus responsables.

Et, en pleine audience, on invoque contre Molinier, un délit pour lequel il n'était point cité, on le juge séance tenante, et, entré libre, il sort menottes aux mains, condamné à treize mois de prison.

⁂

Le délit invoqué « d'outrage à la magistrature » est une thèse commode que la presse a reprise et qu'elle commente selon ses tendances politiques (sauf l' « Huma » qui reste muette). Ce délit est une pure invention.

Malgré les provocations de l'avocat de la partie civile (Croix de Feu) et du substitut, Molinier, en termes parfaitement mesurés, a défini le rôle du révolutionnaire et de son parti devant les réalités de classe, les nécessités de la lutte et les fictions métaphysiques dont s'entoure pudiquement la bourgeoisie.

Nos camarades présents dans la salle ont réagi vigoureusement, obligeant une première fois les gardes à relâcher Molinier, puis manifestèrent sur place et à travers le Palais au chant de l' « Internationale ».

⁂

Le Parti continue son action. Tirons Molinier de la prison, et redoublons d'ardeur dans la lutte contre toutes les formes de la répression.

Amnistie ! Amnistie ! Tout de suite et pour tous !

NOTES D'AUDIENCE

17e Chambre, lundi matin. C'est à [illegible] contre Molinier. Dans le prétoire, nos camarades, dès huit heures, ont pris place. De nombreux témoins Croix de Feu sont également là.

Avant d'attaquer le « morceau de résistance », le président Mairvy liquide quelques dossiers; au cours de la première audience, il dit à un inculpé : « Ne craignez pas de vous exprimer; ici, chacun peut librement se défendre. » On verra comment...

⁂

A 9 h. 45, on appelle notre affaire. Interrogatoire d'identité : pure forme, Raymond Molinier déclare qu'il est membre du parti communiste internationaliste, section française de la IVe Internationale. Et comme le président du tribunal fait mine d'ironiser sur ce chiffre, Molinier précise que la bourgeoisie ne pourra pas encore « ignorer » longtemps la IVe Internationale, puisque c'est elle qui la combat. Notre camarade n'a pas d'avocat et se défend seul.

⁂

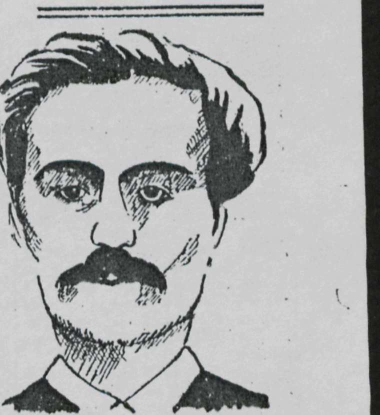
Puis, les uns derrière les autres, falots et comme récitant une leçon apprise par cœur, les huit Croix de Feu ou Volontaires Nationaux se succèdent à la barre des témoins pour affirmer qu'ils ont été agressés comme les trois petits cochons par le grand méchant loup! Qu'avaient-ils fait de mal? Ils sortaient d'une réunion de leur organisation qui avait eu lieu dans la mairie de ce 19e arrondissement dont MM. Beau-[illegible]

Parmi les témoins à décharge, un militant de la S. F. I. O., membre responsable des groupes de défense du parti socialiste, avait fait défaut... Par contre, nos camarades Meichler et Desnots étaient présents et firent, à la barre, quelques déclarations précises sur la nécessité de « détruire dans l'œuf les formations fascistes ».

Etait également cité un journaliste du Popu, J.-M. Herrmann, qui s'est fait une spécialité de l'antifascisme.

(*Lire la suite page 4.*)

LES NOTRES



JOURDE

Carrier de profession, Jourde, né à Chassagne (Puy-de-Dôme), le 4 juillet 1843, révéla des qualités administratives qui lui valurent d'être élu délégué aux Finances par la Commune dont il était membre (5e arrondissement).

Du jour au lendemain, il se trouva en face d'une écrasante responsabilité : 350.000 bouches humaines à nourrir, et à peine 4 millions et demi de francs en caisse. Car ce trop grand honnête homme et ses camarades de la Commune ne songèrent pas une seconde à monnayer les 215 millions de titres qu'ils avaient trouvés au ministère des finances.

Les 45 millions de francs que dépensa en neuf semaines la Commune furent prélevés sur les recettes des administrations. Il fallait bien VI-[illegible] Versaillais se servirent pour [illegible] BATTRE Paris !!... Erreur [illegible] — entre autres — que paya [illegible]ment la Commune.

Jourde fut condamné à la déportation par les conseils de guerre de Versailles. En 1874, il s'évada avec d'autres déportés, dont Rochefort et Grousset, et se réfugia en Belgique où il écrivit son livre « Souvenirs d'un membre de la Commune » (1877).

L'amnistie le ramena en France où il finit ses jours, à Nice, le 20 mai 1893.

Vers l'unification de l'avant-garde révolutionnaire

Les difficultés qui existaient en France entre les militants partisans de la IVe Internationale sont en voie d'être surmontées. L'unification du Parti communiste internationaliste et du groupe bolchevik-léniniste, pour laquelle la conférence de formation de notre Parti s'était prononcée très énergiquement, était, jusqu'à ces derniers temps, entravée par des conditions ultimatives de la part du groupe bolchevik-léniniste.

Finalement, ces conditions n'étant plus posées préalablement à l'unification, les représentants du Parti communiste internationaliste, du Groupe bolchevik-léniniste et des Jeunesses socialistes révolutionnaires se sont mis d'accord sur le texte suivant :

« Les organisations soussignées : Groupe bolchevik-léniniste, Jeunesses socialistes révolutionnaires et Parti communiste internationaliste :

Considérant que la situation politique nécessite une lutte décuplée pour la IVe Internationale, proclamée nécessaire par la L.C.I. en septembre 1933, puis défendue en France par la Ligue communiste et par le G.B.L. dans la S.F.I.O. et hors de la S.F.I.O.:

Considérant indispensable que les différentes organisations se recommandant de la IVe unifient leurs forces dans la clarté politique et par un accord réfléchi de ces organisations, comme l'ont déjà recommandé la Commission internationale désignée par le bureau de la IVe et ce bureau lui-même;

Considérant que l'unification peut être, pour commencer, réalisée entre les organisations soussignées qui ont convoqué pour le 30 mai leur Conférence nationale;

Considérant que les organisations ont déjà manifesté leur volonté de s'unifier, en faisant faire ainsi un pas en avant au regroupement de l'avant-garde:

Décident de tenir en commun une Conférence nationale le 30 mai, pleinement souveraine pour trancher toutes questions politiques, organisationnelles ou personnelles.

En conséquence, les Comités centraux des trois organisations se réuniront le 17 mai, à 14 h. 30, pour décider :

a) l'ordre du jour de la Conférence;
b) les rapports et les rapporteurs;
c) les délégations et mandats;
d) le contact immédiat entre les organisations.

La réunion des trois Comités centraux sera préparée par une Commission tripartite de 6 camarades qui se réunira le vendredi 15 mai, à 20 h. 30. »

Une décision considérable vient donc d'être prise pour le renforcement de la section française de la IVe Internationale. Au moment où l'expérience du Front populaire s'engage dans la voie gouvernementale, l'unification des partisans de la IVe Internationale permettra de multiplier les efforts et de décupler la puissance du seul pôle de regroupement révolutionnaire du prolétariat.

Vive la IVe Internationale !

L'EMPIRE ROMAIN D'ETHIOPIE

Nouvelle étape vers la guerre mondiale

La guerre italo-éthiopienne a donc eu sa conclusion : l'Empire d'Ethiopie est entièrement placé sous la souveraineté de l'Italie, le roi Victor-Emmanuel III est nommé empereur d'Ethiopie, le maréchal Badoglio devient vice-roi, et c'est de lui que dépendront les gouverneurs de l'Erythrée et de la Somalie.

Ainsi est rayé de la carte africaine le dernier Etat indépendant du continent noir. Ainsi se constitue un nouvel Empire romain d'Afrique, dont la superficie atteint presque celles de la France et de l'Allemagne réunies.

On admettra sans peine que, après cette victoire, l'Italie « aspire à la paix », pour avoir le temps d'organi-

LA DERNIERE RECONCILIATION

« Nous avons réconcilié le drapeau tricolore et le drapeau rouge. »

SUR LES BARBELES

ser administrativement et économiquement les territoires conquis et l'exploitation des indigènes.

« Accepter le fait accompli ou faire la guerre à l'Italie, dit Mussolini, c'est le dilemme qui se pose aux puissances sanctionnistes. » En effet, et le coup du départ de la délégation italienne à Genève n'a pas d'autre but que d'intimider, et en même temps de sonder et d'éprouver les soutiens possibles, de faire se révéler les intentions des impérialismes rivaux et d'en mesurer les antagonismes.

La guerre entre l'Italie et l'Angleterre ? Cela serait déjà chose faite si ces puissances étaient seules : mais l'impérialisme allemand guette attentivement toutes les fissures chez ses rivaux pour marquer des points : là est la source de la prudence anglaise. De toute façon, le conflit africain continuera à mûrir sur une plus grande échelle, sur la base de la rivalité italo-anglaise (Ethiopie-Soudan) et même, un peu plus tard, de la rivalité franco-italienne (Lybie-A. O. F., Tunisie).

On commence à parler d'une éventualité plus immédiate : un accord anglo-italien pour l'exploitation économique de l'Abyssinie. Seuls ceux qui persistent à voir dans la guerre des questions de principes moraux et humanitaires, justice, droit, liberté, etc., pourront en être surpris : les marxistes considéreront ce fait comme très naturel : il est souvent plus avantageux pour deux impérialismes rivaux de s'entendre temporairement pour partager ensemble la dépouille d'un Etat plus faible, plutôt que de tout perdre dans une guerre dont les conséquences sociales son fort à craindre !

Quant à la position diplomatique de la France capitaliste, elle n'est guère brillante, et il ne semble pas que la position d'équilibre entre l'Italie et l'Angleterre à laquelle le conflit rhénan l'avait conduite, lui ait été bien profitable.

D'autre part, la S. D. N. vient de perdre d'un seul coup toute la dorure que les Staline, Litvinov et Cie avaient remis sur son blason. De nouveaux regroupements s'opèrent dans les camps impérialistes en vue d'une guerre mondiale : Le prolétariat mondial doit se hâter d'opérer son regroupement révolutionnaire international.

NOTES INTERNATIONALES

Pronunciamento à Vienne

Aux dernières nouvelles, Schuschnigg vient de débarquer du gouvernement le prince Stahremberg, chef des Heinwehren. C'est désormais une tradition en Autriche : dans ce pays où les rapports gouvernementaux sont le résultat d'un compromis ou d'un rapport donné des forces des impérialistes européens rivaux (Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne), chaque fois que l'équilibre existant entre ces bandits est rompu sur un point quelconque du globe, la situation gouvernementale en Autriche en subit immédiatement des répercussions. C'est d'ailleurs de cette façon que l'on s'achemine progressivement vers un Anschluss avec l'Allemagne, Anschluss réalisé en fait sans avoir besoin d'une proclamation formelle et diplomatique.

L'Autriche présentait, du fait de ces rivalités, le caractère particulier suivant : un fascisme purement autrichien, celui des Heinwehren, luttait âprement avec un fascisme lié et soudoyé par le mouvement hitlérien. Le premier s'appuyait plutôt sur les éléments ruraux, le dernier sur les éléments urbains. Bien entendu, ce tableau est extrêmement schématique; une étude de la situation autrichienne exigerait une place considérable.

Les nouvelles parvenues au moment où nous écrivions ces lignes n'apportent aucune indication claire. Schuschnigg a-t-il passr un compromis avec Hitler sous l'instigation de Mussolini ? Jusqu'où a-t-on avancé dans la réalisation de l'Anschluss ? Nous manquons encore d'éléments pour nous prononcer. Mais ces questions se posent et les travailleurs doivent suivre attentivement les faits. Le conflit n'a pas éclaté pour la traversée du Rhin par les troupes allemandes; de ce côté, les antagonismes ne sont pas portés à un degré comparable à celui qui existe en Europe centrale.

Après ce qui vient de se passer à Vienne, que vont faire Prague, Belgrade ?

Et il y a des gens pour parler d'assurer la paix en régime capitaliste !

A nos camarades d'Autriche dont nous avons transmis le salut dans notre numéro précédent, nous exprimons note solidarité la plus complète.

Dans ces coups de force entre équipes capitalistes rivales, le prolétariat reçoit des coups renforcés de part et d'autre, en attendant le jour où il aura repris des forces...

Grève générale en Grèce

Au cours d'un conflit de salaires, la police a tiré, tuant nombre d'ouvriers. Les travailleurs grecs ont riposté. La grève générale a donné à réfléchir au gouvernement. Les forces se sont affrontées, mais le combat décisif n'a pas encore été engagé.

Aux travailleurs de Grèce devrait se manifester la solidarité la plus complète pour empêcher la répression de frapper sauvagement. Pris par la collaboration des classes et l'union sacrée, les travailleurs de France ne sont plus appelés à soutenir la lutte de leur frères des autres pays. Combien apparait urgent, en de telles circonstances, le développement de la IVe Internationale.

Azana, président de la République

Azana remplace Zamora; un clou chasse l'autre. C'est un des côtés les moins importants des luttes actuelles en Espagne. L'occupation d'une usine ou de terres par les travailleurs, fût-ce dans une ville ou un village lointain de la capitale, a au moins autant d'importance.

Azana devient président par la volonté du Front populaire espagnol, où les Thorez madrilènes se pavanent non moins qu'un quelconque Duclos ici.

Mais les travailleurs d'Espagne qui sont poussés aux mesures les plus extrêmes par une combativité admirable ne vont pas tarder à se heurtrer à MM. les dirigeants de tous les partis du Front populaire, et en premier lieu à Azana lui-même, dans son nouveau poste de magistrat suprême.

Un parti révolutionnaire marchant à la conquête du pouvoir, voilà la clef de la situation espagnole.

Aux urnes

La Belgique de Sa Majesté Léopold et de Vandervelde va également voter. Les élections ont lieu après un an d'expérience du gouvernement Zeeland, composé de catholiques, de libéraux et de socialistes.

Le P. C. belge aux effectifs réduits aurait voulu jouer aussi l'air du Front populaire; mais le parti ouvrier belge (P. O. B.) attend qu'il soit un peu plus grand pour l'accepter dans l'orchestre. Il faut s'attendre à une poussée à gauche vers le P. O. B., surtout à la suite des élections françaises.

Une liste soutenant pratiquement le programme de la IVe Internationale se présente à Charleroi; le système électoral n'a pas permis à Bruxelles de recueillir suffisamment de signatures pour faire acte de candidature. Nous sommes dans la démocratie chère à Vandervelde, président... La Grande-Bretagne a déposé un questionnaire à la chancellerie berlinoise; ce questionnaire ne présente pas un gros intérêt, l'Angleterre l'a déposé pour avoir quelque appui de la France sur divers points; elle n'attend aucune réponse et c'est pourquoi elle n'a pas posé les questions qui la touchent directement, celles ui concernent les visés coloniales allemandes.

Nous augmentons notre format

Redoublez d'efforts

Dans nos précédents numéros, nous avons demandé à tous nos camarades, militants et sympathisants, de faire un effort pour le soutien de notre journal. Cet appel s'adressait particulièrement à la province qui, jusqu'à ce jour, n'a pas fait l'effort nécessaire pour soutenir, comme il le fallait, notre organe, arme principale de notre propagande.

Quelques camarades ont répondu à cet appel mais, malheureusement, ils sont très peu nombreux. Particulièrement, nos camarades du Nord, du Rhône, de la Loire-Inférieure et des Bouches-du-Rhône n'ont pas répondu à l'appel que nous avons lancé.

Pourtant, ils doivent comprendre qu'il s'agit de la vie de notre journal. La campagne électorale et le nouveau format [illegible] demandent un effort financier plus grand, et c'est pourquoi nous avons besoin de l'appui de tous nos camarades et sympathisants.

Notamment la vente à la criée qui doit, si elle est suivie systématiquement, donner des résultats appréciables, n'a pas été organisée d'une façon suffisante dans la Seine et la Seine-et-Oise. Des camarades doivent vendre régulièrement la Commune, *dans la semaine aux portes des usines, le dimanche matin sur les marchés, aussi bien à Paris qu'en banlieue et en province.*

Chaque militant doit comprendre la nécessité impérieuse de cette vente. Tous les groupes, rayons, cellules doivent s'organiser pour faire, au moins une fois par semaine, un effort systématique dans leur région.

Nous avons envoyé à tous les camarades des listes de souscriptions pour qu'ils les fassent circuler autour d'eux et recueillent les souscriptions, si minimes soient-elles. Un nombre trop petit seulement de ces listes nous a été retourné. Il ne s'agit pas pour les camarades de les conserver par devers eux. Nous insistons donc à nouveau auprès d'eux pour qu'ils fassent circuler ces listes le plus possible dans leur entourage, car elles représentent un des principaux soutiens du journal.

Notre situation financière impose que les rentrées continuelles et régulières se fassent : règlement du matériel envoyé, phalange, solidarité. C'est une condition essentielle pour que notre journal continue à paraître régulièrement.

Tout retard apporté dans ces questions par les responsables des groupes et les militants entraine des difficultés considérables.

Il faut comprendre que notre journal ne peut vivre que par un SOUTIEN ET UN APPUI CONS-

Les tâches actuelles des groupes d'action révolutionnaire

Il existe un courant d'illusions qui déferle sur tout le mouvement ouvrier. Mais, il ne faut pas s'y tromper, les masses ont repris goût à la vie politique, elle se préoccupent de ce qui va se passer elles veulent que les promesses soient tenues. Nos G. A. R. doivent comprendre cette situation et trouver le moyen, en s'accrochant à la volonté d'action du prolétariat, d'amener celui-ci hors de l'ornière parlementaire sur la voie de l'action révolutionnaire. Comment ?

Il faut d'*abord ne pas se laisser couper des ouvriers.* Chaque G. A. R. doit axer son activité suivant la situation locale sur la branche la plus propre à assurer cette liaison nécessaire ; dans telle localité, c'est en direction des chômeurs qu'il faudra agir ; dans telle autre, en direction de telle grosse entreprise, dans telle autre en direction de la lutte directe contre le fascisme, ou contre l'union sacrée, etc... Le G. A. R. doit mettre en mouvement les volontés d'action et prendre les situations telles qu'elles sont, en agissant sur le terrain le plus propice ici et là. *Le G. A. R. est un groupement large qui ne doit pas nécessairement agir dans toutes les directions à la fois*, mais choisir *son terrain* et sa tactique suivant les cas, voilà ce qu'il faut comprendre.

Il faut absolument œuvrer *pour créer et consolider les milices.* L'action contre l'ennemi de classe trouve un écho dans la masse, il est plus difficile de calomnier celui *qui se bat* contre le fasciste que celui qui *discute* des moyens de lutter contre le fascisme. Il faut, avant tout, *axer notre tactique sur le contrôle, par la base, de la réalisation des promesses du front populaire.* Sur la dissolution des ligues par exemple, il faut créer un courant pour que celle-ci soit effective, pour qu'elle comporte en premier lieu *l'arrestation des chefs fascistes.* Si nous savons montrer l'insuffisance des mesures envisagées, l'urgence de l'action réelle, nous pourrons être suivis dans nos initiatives par beaucoup d'ouvriers. par localité d'une feuille *ronéotypée*, comprenant un *court article très simple, très lisible de politique générale* et *divers articles sur la vie locale*, apportant nos mots d'ordre et propositions, aidera beaucoup au développement de nos G. A. R. Il est cependant indispensable que chaque membre soit capable de diffuser *largement* les journaux locaux auprès des ouvriers et de les commenter *sans cesse* à l'usine, dans les organisations, dans les fêtes populaires, etc... Il faut aussi viser à *l'éducation des membres* du G. A. R.

Enfin, les masses exigeant une action réelle, des comités populaires peuvent se former : nous *devons préconiser leur création, y travailler systématiquement.* De grandes perspectives s'ouvrent devant nous.

G. A. R. DE CLICHY

Face à la répression

Après une vente de notre journal à Asnières, quatre camarades, Rendamne, Guégan, Huon, Lefoll, vont comparaître le 20 mai 1936, à la 17e Chambre. Ils sont inculpés de coups à deux membres d'*Action française*, sans qu'il en soit résulté aucune maladie ou incapacité de travail.

Nous devons dire que les coups n'ont été qu'une riposte à la provocation des deux cocos de l'*Action française* qui, les premiers, ont frappé un vendeur de notre journal *La Commune.*

Notre camarade Randamne est en outre poursuivi pour avoir frappé un agent, ce qui est faux. Randamne, à l'arrivée de la police, s'enfuit, et au coin du marché d'Asnières, l'agent qui voulait attraper notre camarade a perdu l'équilibre en glissant sur des épluchures.

Pour nos camarades, l'acquittement s'impose.

Le 1er mai à Clichy

Le 1er mai, au stade de Clichy, une manifestation était organisée par les syndicats de la région Ouest. Une dizaine de mille de travailleurs étaient présents.

L'activité de notre G. A. R. a été remarquable ; plusieurs milliers de vieux numéros de *La Commune* ont été distribués ainsi que des tracts contre le chômage, contre les spoliateurs de la Révolution d'octobre, pour le vote des soldats et des indigènes.

Nos camarades femmes ont fait remplir plusieurs listes de souscriptions en faveur de deux camarades du G. A. R. et de la S. F. J. O., condamnés à de la prison et à de l'amende, pour lutte directe contre le fascisme. Une somme de 250 francs a été recoltée, malgré le manque de solidarité de camarades communistes qui, à plusieurs reprises, ont tenté de faire échouer notre travail révolutionnaire.

Contre le fascisme local

Les camarades du G. A. R. de Clichy protestent contre la façon de faire de la police de cette ville. Il y a au poste, dans le bureau du commissaire, la photo de Chiappe et le buste de Napoléon, ce qui doit donner des idées fascistes à deux ou trois agents, qui se distinguent journellement contre les prolos. Il y a, entre autres, le fameux Boyer, croix de feu, qui a tout de la brute et qui est considéré par ses collègues comme un être nuisible.

Nos camarades ne peuvent plus faire de propagande sans être arrêtés. Nous avons distribué, le 9 mai, un tract : « A la porte Sarraut » où l'on appelait le prolétariat à réagir contre le défilé fasciste de Jeanne d'Arc, la pucelle brûlée par les pères de ses admirateurs d'aujourd'hui. Deux prolétaires ont été arrêtés : nous ne voulons pas qu'ils soient condamnés pour avoir distribué des tracts de protestation contre le fascisme. Nous en appelons à la masse antifasciste contre les tribunaux bourgeois, pour nous donner un coup de main pour chasser les ennemis du prolétariat dans notre ville et pour que Boyer et sa petite bande cessent leur activité.

BEZONS

Dans cette ville un G. A. R. est en formation ; dans quelques jours il fera parler de lui.

En avant contre le fascisme, contre le chômage, contre la guerre.

Formez partout vos groupes d'action révolutionnaire.

LA SOLIDARITE...

A la suite des condamnations qui ont frappé deux de nos camarades du G. A. R., de Clichy, un postier de nos amis a présenté une collecte de solidarité, aux responsables du Syndicat unique du Central Paris-VIIIe, qui lui ont répondu par une inqualifiable fin de non-recevoir.

Nous signalons ces mauvais bergers aux travailleurs.

REVUE DE LA PRESSE

« FILLE DU PEUPLE »!

Après la *Marseillaise* et le drapeau tricolore, il ne manquait plus au Parti communiste nationaliste que la Sainte [illegible] end l'*Huma* pour se faire disci- [illegible] ésus qui était fils de charpen- [illegible] en attendant, elle y va de son [illegible] nationaliste :

[illegible] dans la peuple que naquit la conscience nationale — Michelet a pu placer Jeanne d'Arc à l'aube de notre histoire moderne — et la Pucelle d'Orléans est l'héroïne de cette réconciliation, de ce grand mouvement libérateur.

Héroïne ou symbole ?

Les deux sans doute. Et peu importe la proportion.

....

La France, à sa voix, chasse l'étranger, brise la conjuration infâme des factions.

Dans la manchette de l'*Œuvre* :

On demande qu'à l'avenir cette Fête nationale soit une Fête populaire.

De cette façon, on pourra défiler avec les bandes à Casimir-la-Canaille et la réconciliation nationale sera réalisée. Et ça empêchera quelques mauvais coucheurs de trouver infâme que les partis ouvriers laissent parader la racaille fasciste.

L' « héroïne nationale » a inspiré l'Amant de Mme Récamier, Ed. Herriot, qui rêve tout haut dans l'*Œuvre* :

J'essaie de vous revoir, petite paysanne obstinée et narquoise, pastoure lorraine à capuchon brun, quand vous arrivez sur la place du Vieux-Marché de Rouen, travestie en Sarrasine à robe jaune. Ce proche au bout des halles, quelle torture déjà ! Vous vous mettez à genoux et réclamez une pauvre croix de brindilles. Le bourreau vous fixe à l'estache, entoure votre cou du carcan de fer, vous enferme en une tour de bois, met le feu aux bourrées. La fumée s'élève avant que jaillisse la flamme. Ah ! votre cri de « Jésus ! » comme, aujourd'hui encore, il nous traverse le cœur ! Pour votre mémoire, nous avons agi comme le firent pour votre personne ceux que vous aviez sauvés. Nous vous avons abandonnée. Nous laissons exploiter votre nom ingénu par les représentants de ceux qui vous ont menée au supplice. Nous sommes des lâches.

Pauvre cœur du gros Edouard. Que n'aura-t-il pas subi ?

LE DISCOURS DE BLUM AU CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National S. F. I. O., qui s'est déroulé « dans la bonne humeur » a surtout permis à Léon Blum de lancer son discours pour redonner confiance aux capitalistes. Buré, très content, trace son portrait dans l'*Ordre* :

Léon Blum, c'est le Barnave du socialisme, un Barnave mieux expérimenté parce que deux fois plus âgé que lui, mais à qui le messianisme universaliste qui l'anime lui a interdit peut-être de profiter pleinement de ses expériences. Je le connais depuis longtemps et je tiens que son orgueil est trop grand pour qu'il cherche jamais au gouvernement à satisfaire de sordides intérêts personnels. Sa probité n'est pas douteuse ni non plus son ambition. Mais cette dernière n'est pas sans élévation. Je suis sûr qu'à l'heure présente, le souvenir de Jean Jaurès le hante, qu'il frémit à la pensée qu'il pourrait le décevoir. Il a toujours eu le goût de la domination intellectuelle, et il a trouvé dimanche au Conseil national de son parti d'heureux accents pour l'exprimer sans choquer son auditoire. C'est qu'il est très intelligent, si son intelligence ne lui permit pas toujours de contenir la passion, la frénésie idéologique qui l'entraine si souvent en Utopie.

Littérature creuse; admiration de bourgeois pour un grand bourgeois.

Gustave Hervé, dans la *Victoire*, compare avec raison — une fois n'est pas coutume — le langage de Blum à celui de Marin :

A lire le discours que Blum vient de prononcer au Conseil national de son parti S.F.I.O., on voit bien que, malgré sa satisfaction d'amour-propre de devenir chef du gouvernement d'un grand et noble pays comme la France, il n'est pas très rassuré. Il est visible qu'il a entrevu l'échec certain qui l'attend. Quelle soudaine modération ! Quelle sagesse imprévue ! Marin n'aurait pas parlé autrement.

Selon Gallus, dans l'*Intran* :

La question qui se pose est de savoir si le gouvernement de demain, si le gouvernement de M. Léon Blum sera un gouvernement révolutionnaire.

La question se pose pour Gallus ? Elle ne se pose plus pour le *Figaro* qui ne [illegible]che pas sa satisfaction

Quant à la monnaie, comme MM. Marcel Régnier et Germain-Martin, M. Blum est résolument hostile à la dévaluation.

Voilà deux paroles rassurantes...

Après tout, nous n'attendions pas de M. Blum un langage de modéré. M. Sarraut, peut-être, espérait-il davantage ? Après comme avant, nous redisons qu'il ne faut pas de panique, qu'il faut attendre.

M Blum veut que la France ait confiance en elle-même... Nous avons confiance en la France.

LA PROCHAINE EQUIPE

Reste la constitution du gouvernement. Refus de participation du Parti communiste. L'*Œuvre* commente :

Alors, vraiment, toute réflexion faite, ils « n'en seront pas » ?

Après avoir tenu leur secteur dans le Front populaire, et bien souvent conduit l'attaque, ils se refuseront à organiser le terrain conquis ?

Ils sont soixante-douze à la Chambre et se croiseront les bras, pendant que les camarades prendront pour eux toutes les responsabilités ?

Dans la bataille, ils ont joué le jeu d'équipe, mais cesseront de le jouer le jour même où il s'agira de gouverner ?

Un million et demi de citoyens français leur ont fait confiance contre la réaction. Ils ont voté « communiste » comme ils auraient voté « radical » ou « socialiste », par discipline, par enthousiasme. Et de la majorité nouvelle, soixante-douze élus se constitueraient bande à part ?

On veut croire encore que le dernier mot n'est pas dit. Trop forte serait la désillusion...

Et qu'on n'espère pas expliquer... Nous pouvons dès maintenant annoncer à Cachin, à Thorez, à Duclos que les braves bougres d'électeurs de gauche, qui ont fait leur devoir, ne comprendront pas.

A quoi l'*Huma* s'indigne :

Nous n'avons pa la même façon de juger l'intelligence de ceux que nos amis de l'*Œuvre* appellent « les bons bougres d'électeurs ».

et de chercher à expliquer que « ces bons bougres » y sont pour quelque chose dans la tactique du P. C.

Ils savent très bien que nous sommes un parti de libération des travailleurs, un parti qui exige la transformation sociale, c'est-à-dire la véritable union de la nation pour faire une France libre, forte et heureuse.

En quoi ceci expliquerait cela ? Mystère.

Le refus du P. C. fait dire au *Petit Bleu* :

On aura beau dire et on argumentera autant qu'on voudra, le refus communiste a une signification évidente. « Marchez, disent les camarades de l'*Humanité*. Allez y carrément, nous vous aiderons tant que nous pourrons. » Mais, n'ajoutent-ils pas : « Si vous échouez en totalité ou en partie, nous pourrons affirmer que nous ne sommes en rien dans votre échec, et nous aurons beau jeu pour revendiquer à notre tour le bénéfice de votre faillite. Nous dirons aux masses populaires que nous n'étions pour rien dans le coup. Elles le comprendront et viendront davantage encore à nous. »

Profit électoral pour le P. C. d'une telle tactique? Probablement. Mais pour les travailleurs, participation ou soutien, ni l'un ni l'autre ne peuvent les servir.

Restent les radicaux. Blum dans le *Populaire* escompte un accueil favorable et Daladier dans l'*Œuvre* estime :

Que le parti radical ne doit pas, à l'heure actuelle, se dérober à une participation gouvernementale, étant donné tout d'abord que c'est le reproche qui a été adressé pendant longtemps au parti socialiste, de rester étranger à l'action gouvernementale, il serait pour le moins curieux que le parti radical observât aujourd'hui la même attitude.

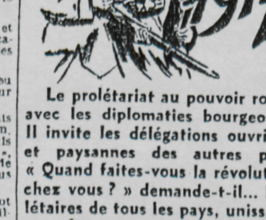
Dans le *Flambeau*, Casimir-la-Canaille commente :

Le socialisme de M. Blum cherche, sous le couvert du marxisme, à prendre le pouvoir comme un simple parti radical. Au contraire, le bolchevisme de M. Thorez pratique à la fois la démagogie et une mystique de l'ordre, de la réconciliation, voire du militarisme. Sur ces terrains, nous sommes assurés de battre l'un et l'autre.

....

« Quand l'honneur national sera en cause, ne nous résignons jamais. Quand la réconciliation du peuple sera en cause, n'y cherchons pas notre profit. Et si la dictature sanglante tente de s'abattre sur notre patrie, nous saurons lui faire mordre la poussière du sol français. »

Casimir-la-Canaille sait que les travailleurs ne resteront pas et ne suivront pas toujours les Blum et les Thorez sur le terrain de la réconciliation et du militarisme ; c'est pourquoi la bourgeoisie lui fait armer ses bandes. Mais nous saurons guider les travailleurs pour qu'ils lui fassent mordre la poussière par une lutte de classe implacable.



Le prolétariat au pouvoir rompt avec les diplomaties bourgeoises. Il invite les délégations ouvrières et paysannes des autres pays. « Quand faites-vous la révolution, chez vous ? » demande-t-il... Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

« Il n'y a pas de justice de classe »

L'indignation du président ne connaissait plus de bornes quand notre camarade Molinier parla de justice de classe. « Il n'y a pas de justice de classe ici, clamait la vieille barbe. »

Et pourtant, dix minutes avant, un jeune infirme de 18 à 20 ans, qui avait commis le crime d'avoir volé sept sous de chocolat à l'étalage d'un Uniprix, s'est vu condamner à un mois de prison avec sursis.

Une fille-mère le suivait à la barre. Pour avoir dérobé des bonbons et des pains d'épices pour ses deux gosses chez son patron, la pauvre fille, qui n'était pas responsable de ses actes (troubles mentaux), dénoncée par son ami, un gardien de la paix, s'est vue infliger huit jours de prison avec sursis.

Par contre, plusieurs patrons ont défilé à la barre pour avoir fait faire des heures supplémentaires à leurs ouvriers; ils s'en sont tirés avec des amendes allant de 5 à 15 francs. Il n'y a pas de justice de classe, monsieur le président Malherby !

Un vieux sadique, récidiviste, qui s'est montré dans son plus simple appareil devant des petites filles a bénéficié d'un mois avec sursis. Mais ce n'était pas un prolétaire.

coups de burin

En rangeant les prospectus recueillis au cours de la campagne électorale, je me sus arrêté sur un tract de la région Paris-Ville du Parti communiste...

Ah! le beau tract! « Sauvons Paris » : voilà un programme. On y appelle l'électeur à sauver « ton Paris que tu aimes. Oui, unis-toi, viens à nous » pour faire un Paris « fort, libre et heureux »!

Et c'est un tract ILLUSTRE : le Palais-Bourbon, la Tour Eiffel, Notre-Dame (et les petites femmes?) ainsi que les armes de la Ville de Paris — avec Légion d'honneur et Croix de guerre.

Après tout, peut-être entendrons-nous un de ces jours Citton nous chanter, après Maurice Chevalier :

Ah! qu'il était doux mon village,
Mon Paris, notre Paris...

Ou notre génial Maurice Thorez, en Saint-Granier, nous en pousser une autre :

Qu'est-c'qui possède l'Opéra, les Tuileries
C'est Paris...

A moins que le vénéré Marcel Cachin, se souvenant de 1914, nous rappelle le « Nach Paris » des Boches du Kaiser ». Vous ne voyez pas qu'il se serve de ça pour le refrain d'une nouvelle chanson patriotique justifiant le « sac au dos » ? ! ! !...

Notes du village

Le scandale des indemnités agricoles

Lettre du Tarn-et-Garonne

Chaque année, la grêle, la gelée, l'inondation causent de lourds dommages aux paysans et les mettent parfois au bord de la ruine.

Mais en régime capitaliste, rien n'est prévu pour assurer le fonctionnement de véritables assurances qui indemniseraient les victimes.

Par contre, on a recours aux indemnités agricoles et les calamités naturelles servent ainsi de prétextes à quelques largesses... électorales. C'est dire de quelle façon scandaleuse, les crédits alloués — d'ailleurs insuffisants — sont répartis.

D'où colères paysannes, dont il faut bien parfois tenir compte, à preuve le « vœu » emis au Conseil Général du Tarn-et-Garonne.

« Des erreurs certaines ont été commises dans l'attribution des indemnités pour calamités agricoles : certains agriculteurs ont reçu une double indemnité, d'autres, ayant droit, n'ont rien touché. Il faut en conséquence qu'une révision de ces indemnités soit faite et que ceux qui n'ont pas été compris dans la première répartition, soient immédiatement indemnisés ! »

Il faut aussi que les hobereaux qui ont trop perçu remboursent ! Il faut surtout que *s'exerce le contrôle paysan pour l'estimation des dommages et la répartition des fonds.*

Le droit de moudre son blé

De l'Ariège

Nous faisons notre pain nous-mêmes et aurions la possibilité d'acheter en commun un matériel de mouture et de cuisson. Mais un décret-loi nous l'interdit, *car on ne peut plus ouvrir de nouveaux moulins.*

Ce décret-loi embête les petits paysans et ne gêne en rien les privilèges de la grande minoterie. Groupons-nous pour exiger sa suppression.

Le Gouvernement soviétique reçoit et rend des visites... Le prolétariat fait la haie sur le parcours des officiels. Kalinine présente des stakhanovistes en liberté et Staline déclare : La Révolution ne s'exporte pas !

La troupe et ses chefs

Dimanche à 19 heures, place de la République, un groupe de jeunesses socialistes S. F. I. O. se forme chantant l'*Internationale*. Cette colonne prend la rue de Bondy. Alors soudain l'aspect de la rue se transforme. Les gens se précipitent et viennent grossir les rangs des manifestants. Sur le trottoir, des ouvriers saluent le poing levé.

Hélas ! quelques huiles S. F. I. O. ont rejoint pour prêcher le calme et obtiennent de la colonne de se disloquer, ce qu'elle fait à regret.

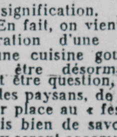
L'un de ces meneurs nouveau genre, à l'aspect d'un Marius de comédie, avec une petite barbiche en pointe, se retourne tout souriant vers des agents pour leur montrer qu'ils ont à faire à de grands enfants qu'un simple froncement de sourcils suffit à calmer.

Cependant, il doit se trouver parmi ces jeunes quelques fortes têtes et soudain un mot d'ordre fortement scandé s'élève : « Dissolution des ligues fascistes. » Notre Marius inquiet se retourne vers la foule : « Chut ! Pas ça, pas ça. »

Ils obéissent encore, puis reprennent en cœur : « Démission, démission ! » Mais le bon conseilleur intervint à nouveau, littéralement atterré : « Vous êtes fous, calmez-vous et surtout taisez-vous ! »

La raison de cette prudence, dit-on, est de barrer la route au fascisme. Mais contre le danger fasciste, un seul moyen est à la disposition des ouvriers : l'armement du prolétariat, la constitution de milices ouvrières. C'est une trahison de faire croire aux ouvriers qu'ils peuvent se défendre contre le fascisme, rempart de la bourgeoisie, avec l'aide d'un parti essentiellement bourgeois : le parti radical, et par l'inaction.

Dans les cuisines du pouvoir !



Si les masses ouvrières et paysannes ont compris toute l'importance du Conseil national de la S. F. I. O., peut-être n'en ont-elles pas encore saisi toute la signification.

En fait, on vient d'assister à l'élaboration d'une savante cuisine, d'une cuisine gouvernementale qui va être désormais confectionnée fait être question, pour les ouvriers et les paysans, de savoir quelle sera leur place au « festin du pouvoir », mais bien de savoir à quelle sauce ils y seront accommodés. Le *distingo* est d'importance.

C'est pourquoi, sans trop respecter l'ordre des débats et des faits, nous devons apporter un commentaire exact et, en premier lieu, reprendre les fortes paroles de Blum :

Dans une cuisine il faut un chef

Le chef du gouvernement, ce sera Blum, et il ne laisse à nul autre qu'à lui-même le soin de le proclamer. « *Je ne sais pas si j'ai les qualités requises, mais rien ne prouve que je ne les aie pas, nous verrons à l'usage.* » Ayant entendu, le Conseil national approuve et plébiscite Blum.

Ce n'est pas une mince victoire, car il ne manque pas d'oppositions latentes au sein de la S. F. I. O., et d'appétits aussi. Le délégué de la Fédération d'Algérie est « *pour la participation au pouvoir* » *et la création d'un sous-secrétariat de l'Afrique du Nord.* Est-ce aussi pour mieux abolir le code odieux de l'indigénat ? Il n'en est pas question. L'indigène n'est pas électeur !

Marceau Pivert fait à Blum une déclaration de loyalisme : « *Nous avons confiance en vous ! Vous êtes au service du peuple - Restez à sa tête même s'il veut aller loin.* » Et tout à l'heure, Blum donnera tous apaisements à ce gauchiste apprivoisé. Calmer les appétits et neutraliser les résistances, n'est-ce pas le propre d'un « chef » ! Et si la marmite bout trop fort, Blum saura en modérer l'ébullition.

Gouvernement socialiste homogène ou gouvernement de coalition ?

Il faut aussi donner confiance à ses convives. Paul Faure l'a fait. « *Toutes les conditions sont remplies... Nous sommes le plus fort groupe de la Chambre... Nous aurons au gouvernement la direction et l'autorité nécessaires... Aucun socialiste ne peut accepter une minute l'hypothèse d'un échec.* »

Alors, gouvernement socialiste-communiste, qui exprimerait — bien ou mal — la volonté de la majorité ouvrière ? C'est ce que pensent les travailleurs et ce pour quoi ils ont voté... En conséquence de quoi les maitres cuisiniers se tournent vers le parti radical, et se hâtent de solliciter la collaboration de ceux qui, en France, ont toujours représenté la bourgeoisie et ses intérêts de classe.

Puis vers l'Union-Socialiste, vers la C. G. T. et vers le Parti communiste.

Dans la résolution votée A L'UNANIMITÉ, le Conseil national S. F. I. O., après Blum, affirme que « *la conclusion logique et féconde du Rassemblement Populaire, c'est la collaboration de tous au gouvernement* ».

Il espère que cet appel sera entendu.

Sinon, il formera un gouvernement avec les partis de gauche qui répondront à son invitation.

Si personne ne répond, il restera tout seul « *et ira jusqu'à constituer un cabinet socialiste homogène* ».

A la recherche des alliés

Les radicaux vont vraisemblablement accepter. Rien dans le programme du « chef » ne peut les effrayer.

Faire circuler l'esprit républicain dans les administrations, ranimer la flamme sur l'autel de la S. D. N., réaliser un gouvernement de Bien public... parbleu. Et si quelques phrases gauchistes sont prononcées en séance, vite Léon Blum les corrige en rappelant « *que la vraie force est patiente* ».

C'est sans doute un discret rappel à l'ordre aux travailleurs d'Espagne dont la force, trop impatiente, risquait de faire échouer les élections françaises. A-t-on idée de s'em-

*

Avec la C. G. T., il ne faut pas compter sur la participation. Nous sommes désormais fixés par une déclaration de Racamond, *au nom de l'indépendance bien connue du syndicalisme !*

Ce même Racamond qui, avec Frachon et pas mal d'autres, bataillaient, il n'y a guère, pour le cumul des fonctions syndicales et des mandats politiques. Et qui est indépendant de tout, sauf de la bureaucratie staliniste !

Mais la C. G. T. soutiendra le Gouvernement. Cette prétendue indépendance qui la laisse en marge du pouvoir va, en définitive, servir à faire accepter le gouvernement aux masses laborieuses, par le canal des syndicats d'abord, et par une collaboration de fait dans un Conseil national économique élargi par une loi de la feue législature ! La corruption jouera aussi à plein.

Le ministère des masses

Le Parti communiste, aux dernières nouvelles, maintient sa position de non-participation et de soutien. Il s'engage cependant, aux côtés des gouvernements de gauche, à assurer leur stabilité et à voter même les crédits militaires.

Mais les communistes de la IIIe Internationale prétendent exercer en dehors une sorte de « *ministère des masses* » grâce à « *des comités de Front Populaire qui évoquent* 1793 *et sont de tradition révolutionnaire.* »

Ce qui signifie que le P. C. conserve une indépendance apparente pour mieux jouer son rôle dans le pays et créer des comités pseudo-révolutionnaires qui appuieront les mesures contre-révolutionnaires de l'Etat bourgeois. C'est une tactique parallèle à celle que la C. G. T. mène avec les syndicats.

On peut épiloguer sur les raisons qui empêchent le P. C. de collaborer ouvertement. La bourgeoisie, classe dirigeante, a besoin d'un gouvernement socialiste et l'installe, mais ne peut agir avec la même désinvolture envers le Parti communiste, rattaché étroitement à Moscou. C'est une explication. En réalité, la politique stalinienne se confond actuellement avec la politique de la bourgeoisie française, et n'obéit qu'à des considérations purement tactiques en prescrivant la non-participation. Les « Comités » seront une soupape de sûreté au sein du Parti communiste où des légions de militants sincères croient encore à l'action révolutionnaire sous le drapeau de la IIIe Internationale.

Les masses et le P. C. I.

En résumé, le gouvernement radical et socialiste, appuyé puissamment par la C. G. T. et le Parti communiste, existant d'ailleurs avec le consentement de la bourgeoisie française, peut vivre.

Il ne repose pas sur les masses populaires organisées et armées. Il ne peut et ne veut réaliser un programme révolutionnaire.

En fait, Parti socialiste, Parti communiste et C. G. T. sont attelés au char de la bourgeoisie et c'est de cette conclusion que nous devons partir pour redoubler d'efforts en vue du regroupement des masses sous le drapeau de la IVe Internationale et du Parti communiste internationaliste.

FAUT-IL DÉFENDRE L'URSS ? ET DANS CE CAS, COMMENT

Tout d'abord, faut-il défendre l'U. R. S. S. ?

Si on ne reprend pas les notions d'Etat et de classe, on ne posera le problème que d'une façon individualiste et sentimentale, comme l'ont fait les camarades qui ont répondu notamment dans la *Commune* du 20 mars (n° 16).

Deux classes peuvent détenir le pouvoir et, par suite l'Etat, la bourgeoisie ou le prolétariat. Or, ni l'une ni l'autre de ces classes n'exerce directement le pouvoir mais ce sont des partis qui les représentent. Il y a toujours plusieurs partis pour chaque classe, partis qui la servent plus ou moins bien et qui favorisent parfois les classes non au pouvoir.

Dans l'Etat bourgeois, par exemple, certaines couches bourgeoises peuvent être gênées et même opprimées par des partis cependant bourgeois et bien que la bourgeoisie détienne toujours le pouvoir en tant que classe. Voyons donc, dans la République bourgeoise de Weimar, certaines couches de droite de la bourgeoisie furent gênées provisoirement, justement parce que les partis au pouvoir reculaient devant le prolétariat. Maintenant, c'est le contraire qui se produit, et les couches libérales et catholiques de la bourgeoisie sont poursuivies et parfois durement réprimées par l'Etat bourgeois dans sa forme fasciste. La classe bourgeoise, prise collectivement, détient cependant toujours et plus que jamais le pouvoir.

Voyons maintenant ce qui se passe dans l'Etat prolétarien (il reste entendu qu'il n'y a Etat prolétarien qu'après la prise révolutionnaire du pouvoir par la classe ouvrière).

Le prolétariat y est représenté par diférentes tendances ou partis qui le servent plus ou moins complètement et font plus ou moins de concessions aux classes non au pouvoir.

La tendance Staline qui détient le pouvoir au nom du proléariat fait de grandes concessions aux classes bourgeoise et petite bourgeoise, en même temps qu'il opprime une partie de la classe ouvrière, mais le prolétariat, en tant que classe, détient toujours le pouvoir. Les bases mêmes, économiques et politiques de son pouvoir : nationalisation des moyens de production et soviets (bien que défigurés et amoindris) sont maintenues presque complètement, il n'y aurait donc pas de grandes dificultés pour le prolétariat à cesser de faire des politesses à la bourgeoisie et à reprendre totalement le pouvoir en main.

Cependant, de même que dans avec raison pour elle le péril révolutionnaire, de même que nous devons dénoncer le danger contre-révolutionnaire en U. R. S. S. Cependant, bien que le péril aille toujours croissant et que les concessions faites soient de plus en plus graves et dangereuses, l'U. R. S. S. est toujours un Etat prolétarien et, comme tel, doit être défendue.

Le rôle de l'avant-garde internationale du prolétariat est naturellement d'aider l'avant-garde russe à reprendre en main la direction et à rendre tout son pouvoir à la classe ouvrière de l'U. R. S. S., mais, de même que la bourgeoisie préfère la République la plus démocratique à la dictature du prolétariat, parce que, bien que diminué, le pouvoir lui appartient toujours, de même, nous devons préférer l'U. R. S. S. de Staline à l'Etat bourgeois. La vie n'y est pas plus douce sans doute pour l'avant-garde, mais la classe prolétarienne y détient le pouvoir et peut le reprendre complètement quand elle le voudra et c'est ce qui importe.

Voilà pourquoi nous devons défendre l'U. R. S. S.

Comment la défendre ?

1° *A l'intérieur* : En aidant, dans la mesure du possible, l'avant-garde russe à libérer le prolétariat de la bureaucratie stalinienne et à supprimer toute possibilité de rétablissement de la bourgeoisie en U. R. S. S.;

2° *A l'extérieur* : En faisant la révolution prolétarienne, malgré et contre les hommes de Staline, seul moyen de renforcer les positions de l'avant-garde internationale et, par suite, du prolétariat international et surtout russe. C'est enfin le seul moyen d'empêcher la bourgeoisie internationale d'attaquer l'U. R. S. S. Si la révolution n'était pas faite à ce moment-là, par l'action révolutionnaire, organiser la solidarité internationale du prolétariat, mais, dans aucun cas, nous ne pourrions seconder la bourgeoisie. Marcher avec la bourgeoisie, même sous le prétexte de défendre l'U. R. S. S., ce serait briser la révolution, chez nous d'abord, en permettant au fascisme de prendre le pouvoir dans notre pays et préparer pour demain la croisade fasciste contre l'U. R. S. S. Ce serait vraiment rendre un bien mauvais service au prolétariat russe et de tous les pays.

R. BINET.

UN IMPOT INIQUE

L'impôt indirect sur la consommation

Une des tâches les plus urgentes des masses ouvrières et paysannes dans leur lutte pour le pain, c'est assurément de réaliser une formidable poussée contre l'impôt le plus inique qui soit : l'impôt de consommation.

L'Etat bourgeois — que le gouvernement du Front Populaire va servir demain comme le servaient les gouvernements précédents — perçoit entre la production et la consommation 90 MILLIARDS D'IMPOTS. Les Contributions indirectes font peser annuellement une charge de plus de 2.000 francs par tête d'habitant.

C'est la classe ouvrière et paysanne, la plus pauvre et la plus nombreuse, qui paie en réalité le plus lourd tribut fiscal.

xxx

Acheter un kilo de café 16 francs, c'est verser 8 francs à l'Etat.

Un kilo de chicorée coûte 6 francs et rapporte près de 2 francs à l'Etat.

Quand tu paies un kilo de sel 1 fr. 50, tu acquittes 0,70 d'impôts.

Un kilo de poivre — 18 francs — rapporte 6 fr. 50 au budget et 1 litre de rhum de 24 francs est grevé d'un impôt de 11 francs 50 !

Encore n'est-il pas tenu compte de l'incidence des frais de transport, d'octroi, de patente, etc...

Ces charges sont lourdes et atteignent sur les prix de gros :

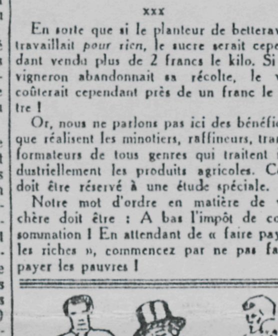
Vin : 22 francs par 100 francs.
Chocolat : 26 0/0.
Huiles : 29 0/0.
Sucre : 31 0/0.
Vinaigre d'alcool : 63 0/0.
Sel gris : 74 0/0.
Cafés verts Santos : 76 0/0.

xxx

En sorte que si le planteur de betteraves travaillait *pour rien*, le sucre serait cependant vendu plus de 2 francs le kilo. Si le vigneron abandonnait sa récolte, le vin coûterait cependant près de un franc le litre !

Or, nous ne parlons pas ici des bénéfices que réalisent les minotiers, raffineurs, transformateurs de tous genres qui traitent industriellement les produits agricoles. Ceci doit être réservé à une étude spéciale.

Notre mot d'ordre en matière de vie chère doit être : A bas l'impôt de consommation ! En attendant de « faire payer les riches », commencez par ne pas faire payer les pauvres !



TOUJOURS DES MECONTENTS
« On leur a collé le drapeau tricolore, Jeanne d'Arc... les uns so' satisfaits. D'autres exigent aussi le Pain, la Paix et la Liberté. »

Pas d'action sans doctrine

Europe et Amérique

Sous ce titre ont été publiés deux discours prononcés en 1926 par L. Trotsky.

Nous reproduisons partiellement le second discours (15 février 1926). Trostky y examine si le capitalisme a, oui ou non, fait son temps; il y montre l'Amérique encore prospère à cette date, mais dont le sort est lié aux remous économiques et révolutionnaires de la vieille Europe.

Dans le prochain numéro, nous publierons la fin de ce discours qui trace à notre IVe Internationale ses perspectives :

ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE! FÉDÉRATION DES PEUPLES SOCIALISTES DU MONDE ENTIER !

Le capitalisme, oui ou non, a-t-il fait son temps ? Est-il en mesure de développer dans le monde les forces productives et de faire progresser l'humanité ? Cette question est fondamentale. Elle a une importance décisive pour le prolétariat européen, pour les peuples opprimés d'Orient, pour le monde entier et, avant tout, pour les destinées de l'Union soviétique. S'il s'avérait que le capitalisme est encore capable de remplir une mission de progrès, de rendre les peuples plus riches, leur travail plus productif, cela signifierait que nous, parti communiste de l'U.R.S.S., nous nous sommes hâtés de chanter son *de profundis;* en d'autres termes, que nous avons pris trop tôt le pouvoir pour essayer de réaliser le socialisme. Car, comme l'expliquait Marx, aucun régime social ne disparaît avant d'avoir épuisé toutes ses possibilités latentes. Et, dans la nouvelle situation économique actuelle, maintenant que l'Amérique s'est élevée au-dessus de toute l'humanité capitaliste en modifiant foncièrement le rapport des forces économiques, nous devons nous poser cette question : Le capitalisme a-t-il fait son temps ou peut-il espérer encore faire œuvre de progrès ?

Pour l'Europe, comme j'ai essayé de le démontrer, la question se résout nettement par la négative. Si, aujourd'hui, l'Angleterre se relève quelque peu, c'est au détriment de l'Allemagne; demain, ce sera l'Allemagne qui se relèvera au détriment de l'Angleterre. Si la balance commerciale d'un pays accuse un excédent, la balance d'un autre pays accuse un passif correspondant. L'évolution mondiale — principalement le développement des Etats-Unis — a poussé l'Europe dans cette impasse. L'Amérique est maintenant la force essentielle du monde capitaliste, et le caractère de cette force détermine automatiquement la situation sans issue de l'Europe dans le cadre du régime capitaliste. Le capitalisme européen est devenu réactionnaire au sens absolu du terme; autrement dit, loin de mener les nations de l'avant, il n'est même pas capable de leur conserver le niveau de vie auquel elles avaient atteint dans le passé. C'est là la base économique de l'époque révolutionnaire actuelle. On assiste à des flux et à des reflux politiques, mais cette base reste inchangée.

En ce qui concerne l'Amérique, le tableau semble être tout autre. Mais l'Asie ? On ne peut, en effet, la négliger. L'Asie et l'Afrique représentent 55 % de la surface et 60 % de la population du globe. Certes, elles mériteraient un examen détaillé, qui ne rentre pas dans le cadre de ce rapport. Mais tout ce que nous avons dit plus haut montre clairement que la lutte de l'Amérique et de l'Europe est avant tout une lutte pour la mainmise sur l'Asie. Le capitalisme est-il encore capable d'accomplir une mission de progrès en Amérique ? Peut-il accomplir cette mission en Asie et en Afrique ? En Asie, il a déjà commencé à remporter des succès importants; en Afrique, il n'a fait que toucher la périphérie du continent. Quelles sont ses perspectives de développement ? Il semblerait, à première vue, que le capitalisme a fait son temps en Europe, qu'en Amérique il développe les forces de production, qu'en Asie et en Afrique il a encore devant lui un vaste champ, où il pourra exercer son activité des dizaines d'années, et même des siècles. En est-il ainsi ? S'il en était ainsi, cela signifierait que le capitalisme n'a pas encore achevé sa mission dans le monde. Or, l'économie est maintenant mondiale, et c'est ce qui décide du sort du capitalisme pour tous les continents. Le capitalisme ne peut se développer isolément en Asie, indépendamment de ce qui se passe en Europe ou en Amérique. Le temps des processus économiques provinciaux est définitivement révolu. Certes, le capitalisme américain est incomparablement plus fort et plus solide que le capitalisme européen; il peut envisager l'avenir avec beaucoup plus d'assurance. Mais il ne peut plus se maintenir sur son équilibre intérieur. Il lui faut l'équilibre mondial. L'Europe dépend de plus en plus de l'Amérique, mais il en résulte que l'Amérique, à son tour, dépend de plus en plus de l'Europe.

(*A suivre.*)

ARSENAL DU MILITANT

Conseils aux révolutionnaires

« Conseils aux militants », de Victor Serge, dont la première partie a été publiée la semaine dernière.

Pages à conserver, conseils à retenir pour les jours qui viennent. Car aucun militant n'a le droit d'être imprudent et la répression bourgeoise ne désarme pas.

V

L'application de ces quelques règles exige une qualité que tout militant devrait s'attacher à cultiver : l'ingéniosité.

... Un camarade se rend dans une maison surveillée, à un appartement sis au 4e étage. A peine s'est-il engagé dans l'escalier que trois messieurs de mine patibulaire l'y suivent. Ils vont au même endroit. Au 2e étage le camarade s'arrête, sonne à la porte d'un médecin et s'enquiert des heures de consultation. Les argousins passent.

Pourchassé dans une rue de Pétrograd, sur le point d'être empoigné par la foule, un révolutionnaire se retourne tout à coup au seuil d'une porte, brandissant au bout du poing un objet noir. « Gare à la bombe ! » Les poursuivants ont un mouvement de recul. Le poursuivi disparaît dans le corridor : la maison a deux issues, il file. La bombe... ce n'était que son chapeau roulé en boule !

... Dans un pays où toute littérature communiste est prohibée, un libraire introduit par ballots les mémoires de John Rockefeller : Comment je suis devenu milliardaire. *A partir de la 4e page le texte est de Lénine :* Sur la route de l'Insurrection.

VI

Une suprême recommandation :

Se garder de la manie de la conspiration, des airs initiés, des airs mystérieux, de la dramatisation des choses simples, des attitudes « conspiratives ». La plus grande vertu du révolutionnaire c'est la simplicité, le dédain de toute pose même... « révolutionnaire » — et surtout conspirative.

(Pages extraites de « Les Coulisses d'une Sûreté Générale ». — Nouvelle édition revue et corrigée : en préparation.)

CINÉ

Nous avons reçu la lettre suivante du camarade C. H. que nous insérons d'autant plus volontiers qu'elle a trait à la nouvelle organisation « Ciné-Liberté » que les lecteurs de la « Commune » ont intérêt à connaître...

L'Alliance du Cinéma indépendant ou « Ciné-Liberté » organisait samedi dernier une séance privée à la Salle Pleyel.

Au programme, un remarquable dessin animé soviétique d'un genre absolument différent de l'école de Walt Disney.

Puis un autre film soviétique *interdit* « Les Marionnettes » dont la trame vaut infiniment mieux que l'interprétation (puérile).

Le programme devait se terminer sur un troisième film : « La révolte des pêcheurs ». Mais, au dernier moment, un coup de téléphone de la Préfecture en interdisait formellement la projection : encore un mauvais coup du sinistre Guichard :

J'attire l'attention des camarades du P. C. I. et des G. A. R. sur l'importance de « Ciné-Liberté ». Ce groupement s'est donné pour tâche de combattre la censure et de lutter contre l'idiotie de certains films et aussi contre le scandaleux parti-pris des actualités cinématographiques... Ciné-Liberté, qui possède son journal et est en mesure de faire lui-même ses propres films, voit ses adhésions croître à un rythme inusité. Mais l'influence des stalinistes à la Moussinac risquant de s'exercer en faveur de l'union sacrée, il serait urgent que des lecteurs de la *Commune* adhèrent à notre groupement où il y a un travail immense à faire.

POÉSIE

I

Laisse tes rêves de paix universelle
Ils ne sont pas de mise
Seule une lutte à outrance
Nous ouvrira l'Eden.
L'ennemi doit être réduit à jamais
Comme l'idole abattue par la vie...
Et que coulent les flots de sang
Qui emporteront le vieux monde !

II

Nous serons bons camarade,
Mais pas en ces jours
Où seules brillent dans la nuit
Les lueurs des incendies.
Nous serons volontiers généreux
Mais non maintenant
Alors que partout, sans pitié,
L'ennemi nous opprime.

III

Ouvre tes yeux et vois l'insolence de [l'adversaire
Lève-toi de ton lit de souffrance, arme-[toi !
Apprends à haïr sans mesure
Et tu sauras aimer.
Pourquoi vouloir revenir sur tes pas ?
Le fleuve ne remontera pas à sa source.
Dans la lutte sanglante que deux mon-[des se livrent
[illegible]
Des chaînes de l'esclavage.
Enseigne-lui la haine farouche
De ses ennemis jurés !
Fais-lui comprendre dès l'enfance
Que la lutte engagée est décisive ;
Si nous sommes vaincus, le sang versé
Eteindra la flamme pour longtemps ;
Victorieux, nous lancerons aux quatre [vents
Les cendres du vieux monde !

V

Heureux celui dont le cœur est brûlant,
Celui qui, épuisé par la lutte cruelle,
Tient toujours le drapeau de sa main [défaillante
En défiant le sort.
Relève fièrement ton front courbé,
Respire à pleine poitrine ;
Que les vérités périmées n'éteignent [point la flamme dévorante
De ton cœur révolté.

VI

L'aveugle ne peut voir le soleil,
Le faible ne peut briser sa chaîne,
Le doux, le résigné
Ne peut vivre dans la révolution.
Un ami sûr m'est un précieux trésor
Et je souffre de son absence,
Mais l'ennemi mortel
Qui allume en moi le feu de la haine
Est mon bien plus cher.

VII

Brise tes entraves !
Masse ouvrière, aux armes !
C'est pour nos enfants,
Pour l'avenir de notre classe
Que nous menons l'âpre combat.
Ne crains pas la mort dans la lutte,
Celui qui périt pour sa foi
Renaît dans la postérité.

V. KNIAZEV.

LA SCIENCE DE L'EMBRYON

L'origine animale de l'homme

Un fait acquis par l'embryologie (science du développement de l'embryon ou fœtus) est celui-ci : les animaux supérieurs, l'homme compris, passent, au cours de leur formation embryonnaire, par une sorte de récapitulation générale, dans les grandes lignes, des formes d'espèces inférieures dont ils descendent.

La doctrine transformiste de l'évolution se fonde en partie sur ce fait, dont nous allons donner quelques exemples. La caractéristique essentielle, la vertèbre, fait défaut dans leurs premiers stades de développement embryonnaire, alors que le squelette se réduit à une tigelle médiane, qui s'étend dans l'axe du corps, au-dessous de la moelle épinière, et qui s'appelle *corde dorsale*. Tous les vertébrés, l'homme compris, reproduisent ainsi transitoirement la disposition qui persiste toute la vie chez un poisson inférieur : l' « amphioxus ».

Il est d'ailleurs certain que la vie a pris naissance dans la mer.

Tous les animaux à respiration pulmonaire, comme les oiseaux et les mammifères, présentent, avant la naissance, un stade aquatique, et sont munis pendant un certain temps de quatre ou cinq paires de branchies, souvenir incontestable et éloquent de leur lignée aquatique. Les batraciens sont des animaux à respiration aérienne et sont munis de poumons, mais leurs larves sont des animaux aquatiques à respiration branchiale.

« Directement ou indirectement, dit le biologiste Henri de Varigny, tous les organismes animaux ont une *origine aquatique*. Ceux qui ne sont pas restés aquatiques ont des ancêtres aquatiques et témoignent de leur descendance, soit par un ensemble d'affinités, soit par des dispositions éphémères qui rappellent et certifient le mode de vie aquatique.

On trouve dans l'embryon humain des caractéristiques de confrontation propres aux animaux inférieurs adultes :

Ainsi le cœur humain est tout d'abord un simple vaisseau pulsateur.

Les « corps de Wolf », glandes existant chez les embryons de tous les vertébrés à respiration aérienne et de l'homme, par conséquent, correspondent aux reins des poissons et fonctionnent comme eux.

A une période précoce, vers le 25e jour de la vie intra-utérine, l'embryon humain présente des particularités anatomiques qui caractérisent essentiellement le *poisson* : les artères circulent dans des branches arquées, comme pour porter le sang dans des *branchies* qui n'existent pas chez [illegible]

Un peu plus tard, il faut signaler une conformation propre aux oiseaux : le cloaque, orifice unique pour les œufs, l'urine et les excréments chez les oiseaux et l'ornythorinx, persiste chez l'embryon humain à une certaine période de son développement, avant que s'établissent deux orifices spécialisés distincts.

A un stade de développement plus avancé, apparaissent chez l'embryon humain les caractéristiques anatomiques des mammifères, puis, plus spécialement celles des singes.

Le *coccyx*, rudiment de la queue, formé par quelques vertèbres terminales soudées, fait saillie, chez l'embryon, comme une véritable queue et s'étend beaucoup au delà des jambes rudimentaires.

Au sixième mois, le fœtus humain ressemble étrangement au singe : Il est entièrement recouvert d'un *fin duvet laineux*, dit lanugo. Cet épais re[illegible] s'étend sur la sur[illegible] des pieds et la [illegible] tent absolument nues, comme chez la plupart des mammifères.

A la fin du septième mois, les circonvolutions du cerveau de l'embryon humain sont à peu près au même stade de développement que chez le babouin adulte.

Bien entendu, il ne faut voir, dans ce rapprochement avec le babouin, qu'une comparaison de développement. Il serait faux de penser que l'homme descend d'un quelconque des grands singes existant actuellement. En réalité, l'homme et les anthropoïdes actuels sont ensemble les descendants de mêmes ancêtres communs, pour la définition desquels les recherches paléontologiques ont déjà mis au jour quelques importants fossiles.

Encore un fait : On sait que le gros orteil, point d'appui pour la marche, est une caractéristique anatomique essentielle de la structure humaine.

Les adversaires du transformisme ergotent même souvent à ce sujet pour proclamer infranchissable le fossé qui sépare l'homme et le singe, celui-ci n'ayant, en réalité, pas deux pieds, mais quatre mains.

Or, chez l'embryon humain, l'orteil est plus court que les autres doigts et au lieu de leur être parallèle, il forme un angle avec le côté du pied : cette disposition correspond à l'état permanent de l'orteil chez les quadrumanes.

On voit, par ces quelques faits, qu'un rapide examen de l'embryologie comparée fournit à lui seul un fort contingent de faits sur lesquels peut sérieusement s'appuyer la théorie de la descendance et de l'origine animale de l'homme.

LA COMMUNE
66, Faubourg Saint-Martin
Téléph. : BOTZARIS 85-88
PERMANENCE
Tous les jours de 17 à 20 heures
ABONNEMENTS ;
Six mois : 6 fr. — Un an : 12 fr.
Notre compte de chèqupe postal :
G. Brausch
1773-07 Paris

LEURS GRANDS HOMMES

Emile Combes

Avec quelques mois de retard, vient d'être célébré le centenaire d'Emile Combes. C'était tout indiqué pour le Front Populaire : le

gouvernement, les radicaux, les socialistes, les communistes, tout le monde y a été de son hommage.

Qui était-ce ? Un politicien bourgeois, médiocre entre les médiocres qu'a couvés la IIIe République. Un médecin de province, franc-maçon et mangeur de curés. Un fichier des officiers républicains et un fichier des officiers royalistes, tel était son programme. Cela fut suffisant au capitalisme français lorsque, au début du siècle, il eut besoin de balayer les derniers vestiges des régimes d'autrefois, qui gênaient alors son développement. Sous son règne, Lépine fit envahir la Bourse du Travail par les flics. Il prépara le chemin du pouvoir à Clemenceau des fusillades de Draveil, Narbonne, Raon-l'Etape, etc.

Aujourd'hui, tous se moqueraient bien de ce mort si on ne pouvait s'en servir pour occuper le temps des travailleurs vivants à ne pas penser à leur sort.

QUAND LES FOURCHES SE LÈVENT...[1]

L'épisode du mouvement paysan allemand que nous relatons ici est extrait d'un ouvrage de Ernst von Salomon et présente un intérêt documentaire incontestable.

Ernst von Salomon est issu d'une famille de fonctionnaires et d'officiers, venue de France en Allemagne, lors de la Révolution de 1789. Sa grand'mère était Française et sa mère était Russe, danseuse des ballets impériaux de Saint-Pétersbourg. Son père, haut fonctionnaire de la police allemande, fut tué à la guerre et le destinait au métier militaire.

L'activité révolutionnaire de Salomon s'est d'abord égarée dans le mouvement nationaliste : il combat le mouvement communiste, prend part à la campagne de Courlande, participe au mouvement hitlérien contre la révolution bavaroise et marche contre Berlin avec les putchistes de Kapp.

Les années passent et quand Walter Rathenau sera abattu en pleine Grunewald, Salomon sera condamné pour complicité et devra accomplir cinq ans de forteresse.

Est-ce au cours de cette longue détention que se modifiera son orientation politique ? Nous le voyons ensuite se rapprocher du mouvement communiste. Poursuivi pour avoir pris part au mouvement paysan du Schleswig-Holstein et relâché après quatre mois d'incarcération, il tente ensuite avec son frère Bruno Salomon de réorganiser l'action des paysans et tous deux jouent un rôle actif dans le développement des « Comités paysans » et l'organisation de leurs liaisons nationales et internationales.

C'est à ce mouvement que se rattachent les Comités paysans constitués en Bretagne, et que le P. C. F. devait torpiller au profit des grands propriétaires fonciers... et de Dorgères.

Les premières résistances

Dans chaque canton, un Comité de Défense se forma pour lequel les meilleurs hommes ne furent que juste assez bons. « Est-ce tout ? », demandèrent messieurs les bureaucrates. Non, ce ne fut pas tout. Un jour les officiers de justice vinrent exécuter une vente aux enchères et ils trouvèrent aux alentours du village un nombre curieusement grand de jeunes paysans ; ceux-ci laissèrent passer les officiers de justice sans les importuner et en leur souriant amicalement, mais tout l'après-midi les fonctionnaires restèrent assis au soleil sans rien faire, car il n'y avait pas âme qui vive et il ne pouvait être question de vente.

A une autre vente par saisie, la baraque était pleine à craquer et il y avait aussi quelques étrangers qui peut-être auraient voulu faire une bonne affaire ; mais ces étrangers étaient entourés de paysans qui, de temps en temps, contemplaient tranquillement leur poing : il n'y eut pas une offre. Une autre fois encore, à la Recette des Finances de Husum, les couloirs étaient bondés de paysans. Pas de passage pour les fonctionnaires affairés. — « De la place, les hommes », dirent-ils, « et puis, que faites-vous ici ? » — « On attend », répondirent les paysans, « et ne nous pousse pas », et ils rirent, et quelques-uns chantonnèrent un peu, comme ça. — « Ça ne va pas », dirent les fonctionnaires, et ils dirent encore beaucoup d'autres choses, mais les paysans attendaient toujours.

La police arriva, il y eut quelques horions et des carreaux brisés et une enquête, mais elle ne donna pas de résultats, — car les paysans, eux, n'avaient fait qu'attendre Hamkens qui, à l'intérieur, expliquait longuement qu'il ne pouvait pas payer ses impôts sur son fonds. — « Ça ne va pas », se disait-on chez les petits fonctionnaires ; — c'est absolument inadmissible », se disait-on chez les fonctionnaires moyens ; — « il faut prendre des mesures », concluait-on chez les fonctionnaires supérieurs, et M. le ministre déclara à la Diète : « Des mesures énergiques seront prises. » Les Comités de Défense eurent du travail, car toute la machine administrative démarra avec bruit. — La machine administrative, ça c'est quelque chose ! — « A qui la faute ? Qui avons-nous averti après avoir dit tranquillement ce que nous demandions ? Qui vient maintenant, quand le mal est déjà fait, se donner de grands airs ? » — « La machine administrative. Aider, elle ne l'a pas pu ; travailler pour nous, elle ne l'a pas pu ; mais travailler contre nous, ça, elle le peut. »

Jusque là, le pays avait été tranquille. Les femmes étaient plutôt hostiles à toute cette histoire. — « Laissez donc », avaient-elles dit à leurs maris, « ça s'arrangera, ne vous mêlez pas de ces affaires-là. » — Mais voilà que la machine administrative commençait à saisir la recette du lait. Pourtant, le prix du lait, c'est l'argent pour les dépenses quotidiennes, c'est la femme qui en dispose et grâce à cet argent elle dirige la maison. « Comment, l'argent du lait ? Et de quoi allons-nous vivre ? Avec quoi allons-nous cuire le dîner et payer le cordonnier ? » — L'affaire du lait fut décisive. Les autorités prirent des mesures énergiques. Mesures énergiques, ce fut le grand mot. Chaque gendarme savait ce que cela voulait dire et ce qu'il y avait à faire. Mais, si un gendarme s'arrêtait un moment au bistrot pour vider un petit verre en vitesse, les paysans qui s'y trouvaient se levaient silencieusement et quittaient la salle ; au cabaretier cela ne faisait pas plaisir de voir un de ses chers clients faire partir les autres chers clients. Le gendarme ne trouvait plus de goût à son petit verre; à la maison, sa femme, elle aussi fille de paysan, lui cassait les oreilles ; car depuis que la recette du lait a été saisie dans le voisinage on se montre très mal disposé envers elle, même s'il ne s'agit que de lui vendre un peu de graisse pour le ménage. — « Adresse-toi à Petersen, celui-là n'est pas aussi bête que les autres », lui conseille son mari. Mais Petersen aussi était comme les autres.

La grève de l'impôt

En effet, ce fut soudain la solidarité, et dans la ville on apprit qu'à une réunion, après beaucoup de discussions paisibles, le paysan Heim s'était levé ; il savait bien, disait-il, que certains n'étaient pas tout à fait solidaires, mais ce qu'il pouvait dire à ce propos, c'est qu'au Schleswig-Holstein les fermes étaient assez éloignées les unes des autres et qu'elles étaient pour la plupart couvertes de chaume. Quoi qu'il en fût, de jeunes cavaliers visitaient les fermes de plus en plus souvent pour alerter les paysans ; ils se montrèrent chez les maires avec un beau salut de la part des Comités de Défense pour les prévenir que s'il y avait de nouvelles sommations au sujet des impôts, ils n'avaient qu'à renvoyer cette paperasse d'où elle venait. Un esprit dangereux envahit le pays, et, bien entendu, il y eut des amateurs pour pêcher en eau trouble. Les partis firent des préparatifs et dans les petites villes on s'agita au sujet des impôts. Les multiples associations agricoles flairèrent un bon coup de filet, et si auparavant elles avaient été rivales, maintenant elles le furent encore plus ; toutes voulurent former un front unique, et plus on parlait de ce front « vert », plus la confusion augmentait. Les paysans ne s'en inquiétaient pas trop : leur mouvement n'était pas une organisation politique, leurs Comités de Défense ne représentaient pas des associations. D'ailleurs, avec eux, les fonctionnaires ne négociaient pas, avec eux on appliquait des mesures énergiques. Les fonctionnaires auraient volontiers battu en retraite, mais il y avait la question de prestige. Les paysans n'étaient-ils pas allés dernièrement jusqu'à menacer un maire fidèle au gouvernement ? — « Surtout ne pas fléchir, nous avons toute la puissance de l'Etat derrière nous ! »

***

Le paysan Kock de Beidenfleth alla voir le *Landrath* d'Itzehoe à trois reprises; celui-ci lui promit d'intervenir pour qu'on ne vînt pas emmener ses bœufs s'il versait ses impôts arriérés avant le délai. Pourtant, avant le délai, un chef de bureau zélé envoya un huissier saisir les bœufs ; il fit accompagner l'huissier par deux chômeurs, car il n'avait trouvé personne d'autre pour cette besogne. Les trois hommes se rendirent à la ferme et voulurent emmener les bœufs. Kock les laissa faire. Mais quand ils sortirent sur la route, celle-ci était pleine de paysans, leurs casquettes à visière bleue enfoncées sur la tête et leurs bâtons à la main. Ils étaient là debout, silencieux. Quelques-uns étaient occupés à disposer de la paille sur le chemin étroit, monceau par-ci, monceau par-là. Quand les trois hommes inquiets eurent quitté la ferme avec leurs bœufs, soudain des langues de flammes jaillirent de la paille ; la fumée s'étendit. Les bœufs flairèrent le feu et s'arrêtèrent net. Pourquoi ce feu ? — Mais depuis toujours le feu à la campagne était signe de calamité ; et le paysan Kock était bien en pleine calamité. On sonna le tocsin, car le feu était sur la route, et les hommes sortirent sur la route, parce qu'on avait sonné le tocsin. Tant pis pour les bœufs, s'ils ne savaient pas ; ils brisèrent leurs liens et coururent à leur étable.

Le *Landrath* d'Itzehoe était un homme honnête. D'une part, il avait à cœur les intérêts des paysans ; d'autre part, il avait des supérieurs. — Le chef de bureau a agi précipitamment, pensa-t-il ; mais ses oreilles résonnaient de formules : « prendre des mesures énergiques, des mesures énergiques. » — « Je suis responsable de mon district, devant qui suis-je responsable ? Devant mes supérieurs. » Le *Landrath* d'Itzehoe était un homme réfléchi. Ce qu'il pouvait faire était faux d'avance. — « Je fais mon devoir », se dit-il avec froideur. A l'aube, la Schupo entoura la maison du paysan Kock et armes en mains pénétra dans la ferme. Les bœufs étaient là. Ils regardèrent de leurs grands yeux stupides les scellés bleus et blancs sur la poutre de la cloison. On les fourra dans un camion et ils partirent en cahotant avec leur escorte éclatante.

Le chauffeur du camion regardait la route avec inquiétude. Soudain, quelques voitures pressées les unes contre les autres se trouvèrent en travers du chemin. Le Schupo descendit du camion et écarta l'obstacle. Le village suivant était mort et désert. Les cloches sonnaient. Elles sonnaient l'orage. Le tocsin sonnait. Il sonnait creux dans les rues désertes. De nouveau des voitures encombrèrent le chemin. Le chauffeur du camion était un habitant d'Itzehoe. Il avait une grande clientèle paysanne. Ces paysans, ce sont des gens curieux. A mi-chemin, le chauffeur du camion eut une panne. « Impossible », déclara-t-il, « de continuer. » Et le Schupo tira les bœufs à la corde jusqu'à la ville.

***

Le *Landrath* d'Itzehoe était un homme intelligent. Dès le lendemain matin, les bœufs étaient mis en vente dans les abattoirs de Hambourg. Cependant, dans l'après-midi, trois paysans allèrent voir le directeur des abattoirs. « Ces bœufs », dirent-ils, « ne sont pas des bœufs ordinaires. Ce sont des bœufs confisqués. Si, dans les vingt-quatre heures, ces bœufs ne sont pas enlevés du marché aux bestiaux et rendus à leur propriétaire, vous tâcherez de trouver des bœufs ailleurs, mais pas dans le Schleswig-Holstein. » Le directeur des abattoirs, lui aussi, était un homme intelligent. Lui aussi avait à cœur les intérêts des paysans. Et s'il ne trouvait plus de bœufs au Schleswig-Holstein, il n'aurait plus qu'à laisser pousser l'herbe dans ses bâtiments. Il tira son portefeuille et paya les impôts du paysan Kock.

Le journal des paysans

Beidenfleth fut un fanal. Les mesures énergiques étaient à prendre maintenant ou jamais. La police convoqua et interrogea. Le tribunal convoqua et interrogea. Cinquante-deux paysans furent inculpés comme perturbateurs de la paix publique. Deux cents paysans comparurent spontanément devant le tribunal ; ils déclarèrent qu'ils avaient pris part à l'affaire et que ce serait justice s'ils étaient inculpés eux aussi. Le paysan Claus Heim savait que maintenant c'était bien parti. Les paysans étaient solidaires. De plus en plus, partout, les paysans s'assemblaient. Les jeunes qui assuraient la liaison ne quittaient pas leurs chevaux. Il fallait maintenant se préparer au procès, aguerrir les hommes, les unir encore plus solidement. Dans les journaux de province, les Comités de Défense annonçaient des réunions, publiaient des directives et des proclamations. Mais les journaux de province étaient aussi les journaux de l'administration, ils inséraient aussi les publications officielles, ils s'étaient toujours gardés de prendre nettement parti pour les paysans et maintenant ils faisaient des difficultés même pour insérer les proclamations. Les paysans se fâchèrent : « Qu'est-ce que c'est que cela ? Vous ne voulez pas écrire pour nous ? Vous pensez que nous ne pouvons pas nous passer de vous parce que nous n'avons pas de journal, parce que nous ne sommes pas une association, pas un parti ? Eh bien, nous aurons notre journal à nous ! »

(1) La ville.

MM. Jean Zay et Eugène Frot, du Front Populaire, ont scellé l'union avec l'évêque de la ville. « Tout va très bien, Madame la Marquise... »

Blum et Jouhaux veulent paralyser le mouvement syndical

BLUM vient de lancer un fameux pavé, qui a troublé le calme repos des bonzes syndicaux, et agité assez profondément les syndiqués. Il a proposé à la C. G. T. ou, plus exactement, il a pressenti certains ténors pour les embarquer dans sa galère ministérielle : à défaut des communistes, Blum compléterait son équipe avec Jouhaux ! A l'heure où nous écrivons, la S. F. I. O. a lancé un appel à la C. G. T. pour lui demander de participer « dans le cadre de ses statuts et décisions de congrès » au gouvernement de « Front Populaire ». Le Comité National Confédéral a été convoqué pour le 18 mai, afin d'examiner la situation.

Jouhaux pourrait être assez disposé à ce qu'une entorse soit faite aux décisions de Toulouse — les fameuses décisions sur les incompatibilités ! — pour lui permettre de devenir ministre. Il n'y a que cet honneur et ce profit que la démocratie bourgeoise ne lui ait pas encore donnés, pourquoi refuse-t-elle typique de constater que des hommes qui ont soutenu ardemment le « Front Populaire », qui l'ont présenté aux masses comme la panacée universelle, se dressent contre toute participation de la C. G. T. en prétendant que « le mouvement syndical doit rester en dehors d'aventures où il ne peut que se discréditer ».

Cette conception simpliste, sentimentale, ne correspond pas aux réalités de la lutte que le mouvement ouvrier ne doit pas perdre de vue. Que désire Blum et quelles manœuvres tente-t-il ? Par ses déclarations sur le problème financier, sur la politique extérieure, il a rassuré le haut capitalisme ; la Bourse est à la hausse ; il se prépare, comme tous ceux qui jouent le jeu parlementaire, à gouverner dans le cadre de l'Etat bourgeois, suivant les intérêts de la bourgeoisie. Il sait que ce n'est pas cela que les masses veulent ; il sait que ces masses vont se dresser contre la manœuvre ; il sait que l'opposition révolutionnaire saura les guider et les mener à la lutte contre un régime pourri et ses soutiens. Aussi, il prend ses dispositions !

Pour juguler les ouvriers des usines et des champs, pour faire taire les fonctionnaires, pour arrêter les grèves et prévenir la grève générale, la sociale-démocratie tente de paralyser le mouvement syndical où se trouvent des énergies intactes. Ne voulant pas donner au prolétariat les réformes qui s'imposent et qu'il réclame, Blum veut s'attacher l'état-major de la C. G. T., afin que celui-ci permette de mieux trahir les intérêts des travailleurs.

Dans ces conditions, les ouvriers syndiqués ne doivent pas seulement se dresser contre toute participation mais exiger que leurs organisations syndicales prennent position et dénonce la trahison. Eux-mêmes, doivent prendre toute disposition, en organisant les Comités d'entreprises pour organiser l'enpant des discussions académiques sur l'indépendance du syndicalisme, les syndiqués doivent proclamer : « Toute la force de notre mouvement, tout notre appui sous quelque forme que ce soit, sont acquis pour que soient appliquées la diminution de la semaine de travail, la nationalisation des industries-clés et des banques, l'augmentation des salaires, l'abrogation des décrets-lois. »

Or ces « réformes de structure », dont l'urgence a été maintes fois proclamée, Jouhaux et consorts les oublient ; ils sont prêts à se satisfaire de quelques menus arrangements, monnaie de singe du capitalisme, qu'ils refileront aux ouvriers pour tromper leur attente.

A ceux-ci de ne pas marcher et d'exiger tout, et tout de suite ; à ceux-ci de s'organiser pour prendre ce qu'on ne leur donnera pas.

L'unification syndicale dans la métallurgie parisienne

Les 13 et 14 juin prochain, va se tenir, à la Bourse du Travail de Paris, le Congrès d'unification syndicale entre l'Union syndicale des Travailleurs de la métallurgie (ancienne C. G. T. U.) et l'Union des Ouvriers mécaniciens de la R. P. (ancienne C. G. T.).

Cette unification, tant attendue par les 250.000 ouvriers métallurgistes de la région parisienne, permettra, espérons-le, au Syndicat des métaux réunifié, de s'occuper un peu plus sérieusement des revendications, de la propagande, du recrutement et de l'organisation, tant délaissés ces derniers mois, par des discussions à l'intérieur des syndicats, pour savoir comment on peut faire l'unité les uns avec les autres, en se garantissant et en se conservant les uns et les autres les postes de direction.

Pendant ce temps-là, les *requins de la métallurgie parisienne* ont continué la baisse des salaires, les diminutions du prix des pièces, augmenté la cadence des chaines, multiplié les brimades, les renvois abusifs, le chômage partiel, tout en obligeant certaines équipes à faire des heures supplémentaires, violé les lois sociales.

Quant à la riposte ouvrière, *rien*. On a bien établi un projet de contrat collectif ; *on l'a envoyé au Syndicat patronal de la rue Lauriston, où on l'accueillit par une fin de non-recevoir*, mais on en a laissé dans l'ignorance la grosse majorité des ouvriers.

Face à cette situation, devant laquelle se trouve à présent notre mouvement syndical, il est indispensable que tous les camarades syndiqués travaillant dans la métallurgie fassent un effort pour faire connaître notre organisation, son programme revendicatif, et accentuer son recrutement, tout en examinant et en préparant le Congrès des 13 et 14 juin, où ils devront exiger que la future direction soit une direction agissante et combattive.

De cela dépendent l'avenir de notre organisation, l'obtention de nos revendications et l'émancipation de tous les

Un groupe d'ouvriers syndiqués.
exploités de la métallurgie.

P. S. — Dans les prochains articles, nous examinerons le projet de Statuts, de Charte revendicative et d'Action syndicale.

Chez Hotchkiss, à Levallois

Au moment où M. Pierre Laval appliqua ses fameux décrets-lois de 10 p. 100 de diminution, la maison Hotchkiss, qui possède une cantine, appliqua la diminution sur la vente du plat du jour, conformément aux décrets.

Or, depuis trois semaines, et malgré que les décrets ne soient pas abrogés (Front Populaire !), que les diminutions de salaires ne soient pas supprimées, les plats de la cantine Hotchkiss ont augmenté.

Pourrait-on en savoir les raisons ?

Un « économiste ».

Chez Bréguet (Le Havre)

Samedi après-midi, chez Bréguet, à la paye, deux ouvriers qualifiés étaient débauchés sans explication. L'effervescence fut aussitôt très grande dans l'usine.

Lundi matin, à la rentrée, une délégation se rendit à la direction, *quand les ouvriers furent rentrés* et réclama la reprise immédiate des deux camarades.

Le directeur se rejeta sur « les ordres de Paris », etc.: mais les ouvriers, *qui n'avaient pas commencé le travail*, restèrent sur place. A midi, ils refusèrent de sortir et on les ravitailla du dehors. L'occupation de l'usine commençait. La police et la garde mobile entourèrent l'usine et le commissaire « pria les ouvriers de sortir ». Ils refusèrent, s'engageant à « assurer l'ordre par leurs propres moyens » et promettant que rien ne serait abîmé si on n'employait pas la force contre eux.

Le préfet lui-même vient au Havre aujourd'hui mardi pour « discuter avec les grévistes » ; ceux-ci sont décidés à ne reprendre le travail qu'après satisfaction.

A noter que, dans cette boîte, on fit grève à 100 p. 100 au 1er mai. Elle compte 500 ouvriers à l'heure actuelle.

Le Front Populaire et les soldats

La victoire du Front Populaire a suscité un grand espoir dans les casernes. Alors, ça va être le service d'un an ; c'est du 360 au jus en moins. Mais déjà l'enthousiasme se calme.

Que les travailleurs en bleu horizon ne se fassent pas d'illusions. Il y a quelques mois, la Chambre ratifiait le décret Laval sur les deux ans. L'*Humanité*, après un oubli volontaire, annonçait dans un entrefilet de quelques lignes le vote de la loi sur le recrutement dans l'armée, alors qu'il s'agissait de la loi de deux ans. De son côté, le *Populaire*, dans un piteux article, protestait timidement contre ce vote.

La fameuse déclaration de Staline à Laval, approuvant pleinement la politique de ce dernier, n'ayant soulevé aucune protestation du côté communiste ou socialiste, aurait pourtant dû enlever tout espoir aux soldats de ce côté.

Nous nous refusons quant à nous d'être les complices de l'emprisonnement durant deux ans, de nos camarades ouvriers ou paysans, dans les casernes. Nous exigeons l'abrogation de cette loi. Nous appelons les jeunes à lutter avec nous contre l'union sacrée de la future boucherie que nous préparent nos ennemis de classe avec la complicité des chefs de la deuxième et troisième internationale.

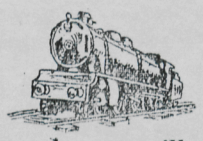
Dans les Comités de base qui doivent être l'expression vivante des masses ouvrières et paysannes, doit s'exercer le contrôle des élus du Front Populaire. Les jeunes doivent y exiger l'abrogation de cette loi.

Plus que jamais et partout, auprès des jeunes soldats ouvriers et paysans unis dans l'action, nous lutterons pour la libération des travailleurs par l'instauration, en France, d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Bravo, les réservistes

A Rennes, les réservistes ont manifesté au chant de l'*Internationale*. Un officier s'en est mêlé, il s'est fait corriger. L'un des réservistes ayant été arrêté, les autres manifestèrent et le firent relâcher.

Bravo ! Ce n'est pas la méthode Front populaire, c'est l'action directe. Elle seule a donné des résultats, elle seule pourra encore en donner.



Rente des travailleurs

Ils travaillaient à la voix, disait-on, ils ne les a achevés.

C'est la matière d'un fait divers : des veuves, des orphelins. Demain, d'autres travailleurs seront tués à leur tour, parce que les compagnies doivent faire des économies, qu'il leur faut faire des compressions de personnel.

Le Front populaire a eu un succès électoral ; les barons du rail ne s'en portent pas plus mal.

Pour votre sécurité, pour améliorer vos conditions de travail, cheminots, formez vos comités de gare, de dépôt, de ligne, de secteur, de région, de réseau, de service, de spécialité, de profession, de corporation, de métier, d'idéal invincible de droiture et de simplicité. Rappelez-toi comme Jeanne fut trahie et lâchement abandonnée par les féodaux de l'époque. Sois toujours maître de toi-même comme Jeanne d'Arc a voulu que tu le sois.

« Jeanne d'Arc, faites l'union de toute la jeunesse de France et boutez-nous tout ce fascisme dehors ! »

L'Avant-Garde ne peut pas en rester là. Après 1429 et 1793, où les Français ont dit : « Halte-là, on ne passe pas ! », elle a oublié Verdun. Pourquoi s'arrêter à mi-chemin contre les « boches » ?

LES JEUNES

Dégénérescence de la J. C.

Ceux qui ont connu la jeunesse communiste d'antan lutter sur tous les terrains par l'action révolutionnaire de classe et en qui la jeunesse ouvrière et paysanne faisait pleinement confiance pour la défense de ses intérêts immédiats et sa libération totale, seraient des traîtres à la jeunesse exploitée s'ils ne dénonçaient pas impitoyablement cette même organisation pour le travail qu'elle fait aujourd'hui.

Profitant de l'auréole de ses luttes révolutionnaires antérieures (luttes antimilitaristes contre l'occupation de la Rhénanie, contre la « pacification » du Maroc, etc.), se couvrant abusivement de l'autorité de la Révolution d'octobre 1917, la Jeunesse, qui porte toujours le nom de communiste on ne sait trop pourquoi, rassemble actuellement des jeunes sur un programme vague et leur infuse, par une propagande outrageusement nationaliste, le poison chauvin qui avilit de plus en plus.

L'Avant-Garde du samedi 9 mai est une insulte grossière à la jeunesse prolétarienne, suivant la même voie que le Parti communiste et son journal *l'Humanité*, la voie de la trahison des intérêts du prolétariat. Après avoir « repris le drapeau tricolore à la bourgeoisie », voilà maintenant que les rédacteurs de *l'Avant-Garde* s'emparent du symbole que représente Jeanne d'Arc pour la réaction et la baptisent pompeusement, pour la circonstance, « fille du peuple et héroïne de l'indépendance nationale ». Pourquoi pas, pendant qu'ils y sont, Charlemagne et Vercingétorix ? Ils ont aussi contribué à « faire la France », comme dit *l'Action Française*.

L'Avant-Garde ne s'est pas livré à une critique de l'histoire de Jeanne d'Arc, n'a pas démoli le faux mysticisme qui l'entoure et que l'on enseigne toujours à l'école « laïque républicaine ». Tout au contraire, sous prétexte de reprendre « l'héroïne » aux fascistes, elle continue la propagande chauvine que l'on fait à l'école et dont on a bien du mal à nettoyer les jeunes cervaux.

Sur quatre colonnes, dans *l'Avant-Garde*, s'étale la prose infâme dont voici quelques extraits.

Après avoir dit comment le pays était affamé, déchiré pendant la guerre de cent ans, voici la vocation de Jeanne d'Arc :

« Incessamment, une voix semble lui souffler à l'esprit : « Va ! Va en France ! » — Un soir de juin 1428, elle affirme sa vocation : « Avant peu, mon père, ma mère, mes frères, je vous dis qu'ils seront tous boutés dehors et qu'il ne restera en France que ceux qui y sont morts ! »

Mais, écoutez la conclusion de l'article ; cela dépasse toutes les prévisions de l'ineptie stalinisto :

« La France vient d'avoir un sursaut d'indignation contre les fictions orgueilleuses et les égoïsmes profiteurs. Elle a vu ceux qui se disaient « patriotes » jeter un beau jour le masque et compromettre par leur fol amour du fascisme la sécurité du pays. On les a entendus se vanter de vouloir fouler aux pieds culture et liberté. Mais comme, en 1429 et en 1793, les Français ont dit : « Halte-là ! on ne passe pas ! », le peuple s'apprête à retirer les leviers de commande des mains de ces faux patriotes qui le trahissaient.

[illegible] ses [illegible] de [illegible] ses [illegible] ses [illegible] ses